



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 20 SEPTEMBRE 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après-midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3051

Nominations

No 219 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 11 septembre 1913, de nommer M. Henri Thibeaudeau, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Blaise, dans le comté de Saint-Jean, P. Q.

No 993 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 11 septembre 1913, de nommer MM. Jean-Baptiste Therriault et Joseph Bujould, commissaires d'écoles pour la municipalité de Leneuf (canton), dans le comté de Saguenay, P. Q. 3627

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 20th SEPTEMBER, 1913

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received afternoon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3052

Appointments

No. 219 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of one school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th September, 1913, to appoint Mr. Henri Thibeaudeau, a school commissioner for the municipality of Saint Blaise, in the county of Lake Saint John, P. Q.

No. 993 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th September, 1913, to appoint Messrs. Jean Baptiste Therriault and Joseph Bujould, school commissioners for the municipality of Leneuf (township), in the county of Saguenay, P. Q. 3628

Québec, 15 septembre 1913.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 12 septembre 1913, de nommer MM. Pierre Cyr, Honoré Caissy et Honoré Boudreau, estimateurs de la municipalité (de la paroisse de Saint-Omer, comté de Bonaventure, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal. 3637

Québec, 11 septembre 1913.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 13 septembre 1913, de nommer messieurs Pierre David, D. C. Morin, Willie Scholz, Jean-Baptiste Lefebvre et William Laroque, conseillers de la municipalité du canton Villeneuve, comté de Labelle, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal. 3639

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatorzième jour d'août 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—M. Thomas Gilday, marchand, de Montréal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 28 août 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. William Monteith, épicière, Archibald McAllister, imprimeur, et Fitz Herbert Price Buchanan, bourgeois, de Montréal, et John MacEwen, gérant, de Westmount.

District de Terrebonne.—M. James C. Mundle, de Montréal.

District d'Arthabaska.—M. Joseph D. Guillemette, greffier de la ville de Victoriaville. 3625

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onzième jour de septembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Terrebonne.—MM. Modeste Viau et Paschal Ouellet, fils, cultivateurs, de Valmorin, comté de Terrebonne.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du huitième jour de septembre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Pontiac.—M. Jacques de St. Léon, propriétaire, Ville-Marie, comté de Pontiac.

District de Québec.—M. Josaphat Croteau, barbier, Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière. 3643

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.

F. LANGELIER

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-six août mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au trente septembre prochain ;

Quebec, 15th September, 1913.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, on the 12th September, 1913, to appoint Messrs. Pierre Cyr, Honoré Caissy and Honoré Boudreau, valuers for the municipality of the parish of Saint Omer, county of Bonaventure, pursuant to the provisions of article 228 of the municipal code. 3638

Quebec, 15th September, 1913.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, on the 13th September, 1913, to appoint Messrs. Pierre David, D. C. Morin, Willie Scholz, Jean-Baptiste Lefebvre and William Laroque, councillors of the municipality of township of Villeneuve, county of Labelle, pursuant to the provisions of article 341 of the municipal code. 3640

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourteenth day of August, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal. Mr. Thomas Gilday, merchant, of Montreal.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th August, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. William Monteith, grocer, Archibald McAllister, printer, and Fitz Herbert Price Buchanan, gentleman, of Montreal, and John MacEwen, manager, of Westmount.

District of Terrebonne.—Mr. James C. Mundle, of Montreal.

District of Arthabaska.—Mr. Joseph D. Guillemette, clerk of the town of Victoriaville. 3626

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eleventh day of September, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Terrebonne.—Messrs. Modeste Viau and Paschal Ouellet, jr., farmers, of Valmorin, county of Terrebonne.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighth day of September, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Pontiac.—Mr. Jacques de St. Léon, proprietor, Ville-Marie, county of Pontiac.

District of Quebec.—Mr. Josaphat Croteau, barber, Saint Apollinaire, county of Lotbinière. 3644

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty six August, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the thirtieth September next ;

A CES CAUSES. Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-six août courant ; vous convoquons par les présentes pour le TRENTIÈME prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons que vous vous assembliez à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN. Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce quinzième jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,

3475

L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que "La Prévoyance (The Provident)", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire, dans cette province, les affaires d'assurance contre la maladie.

Le siège principal de la compagnie est situé dans la ville de Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce onzième jour de septembre 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

3623

La compagnie "James Elgar Incorporated" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Maurice Alexander, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 8 septembre 1913.

3641

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 septembre 1913, constituant en corporation MM. Edouard Loubier, manufacturier, de Beauceville, Vital Cliche et Philibert Cliche, manufacturiers, de Beauce Jonction, Vénérend Roy, commerçant, François-Xavier Dufour, avocat, de Saint Joseph de Beauce, dans les buts suivants :

Manufacturer des brosses, balais, pinceaux et tous autres articles pouvant se manufacturer en bois et en fer, et en faire le commerce comme agent ou autrement, manufacturer les biscuits,

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the twenty sixth August instant, and hereby convene you for the THIRTIETH of SEPTEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this fifteenth day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery
Québec.

3476

Government Notices

Notice is hereby given that "La Prévoyance (The Provident)", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to transact, in this province, the business of sickness insurance.

The head office of the company is situated in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this eleventh day of September, 1913.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

3624

The company "James Elgar Incorporated" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suit and proceedings instituted against it, is Mr. Maurice Alexander, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 8th September, 1913.

3642

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the tenth day of September, 1913, incorporating Messrs. Edouard Loubier, manufacturer, of Beauceville, Vital Cliche and Philibert Cliche, manufacturers, of Beauce Jonction, Vénérend Roy, trader, François Xavier Dufour, advocate, of Saint Joseph de Beauce, for the following purposes :

To manufacture brushes of all kinds, broom's and any other article capable to be manufactured with wood or iron and to deal therein as agent or otherwise ; to manufacture biscuits,

confiseries toutes espèces de sucreries, sirops et vinaigres, et d'en faire le commerce comme agent ou autrement; acquérir des propriétés immobilières, construire sur icelles toutes espèces de bâtiments, avec droit de les aliéner; les hypothéquer et de faire le commerce d'immeubles en général; faire aussi le commerce de toutes espèces de bois, sous le nom de "The Megantic Broom Manufacturing Company", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Mégantic.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3629

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Thomas Pepin, Philippe Fortin, cultivateurs, Napoléon Gagné, commerçant, Oram Poulin, cultivateur, de Saint-Victor de Tring, et Gédéon Lafontaine, cultivateur, de Saint-Evariste de Forsyth, dans les buts suivants:

Pour faire le commerce de bois, droit d'acheter, de vendre le bois, faire l'achat des terrains et de tout autre immeuble concernant tout le commerce de bois, et de l'exploiter de toute manière;

Droit d'acheter, vendre et construire des aqueducs, et de les exploiter par un loyer annuel;

Droit de négocier, émettre des billets, faire des emprunts, donner des chèques au nom de la compagnie signés par le secrétaire gérant, contresignés par le président, sous le nom de "The Victor Lumber Company Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Victor de Tring.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3635

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Joseph Elisée Roy, courtier, de Montréal, Aimée Boucher et Omer Ally, notaires, de Pierreville, Urbain Caron, agent, et J. George Langelier, courtier, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, posséder, arrenter, développer, cultiver, revendre, pour des fins de construction ou autres, non en contravention avec les règlements municipaux des terrains situés sur l'île de Montréal ou aux environs; donner

confectionery, all kinds of sweetmeats, syrups and vinegars and deal therein as agent or otherwise; to acquire immoveable properties, erect thereon all kinds of buildings with the power to alienate and hypothecate the same and generally to carry on a real estate business; also deal in all kinds of wood, under the name of "The Megantic Broom Manufacturing Company", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Megantic.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3630

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1913, incorporating Messrs. Thomas Pepin, Philippe Fortin, farmers, Napoléon Gagné, trader, Oram Poulin, farmer, of Saint Victor de Tring, and Gedeon Lafontaine, farmer, of Saint Evariste de Forsyth, for the following purposes:

To deal in wood, to be authorized to purchase and sell wood, purchase lands and any other immoveables respecting the wood business and to exploit the same in any manner;

To be authorized to purchase, sell and construct water works and to operate the same under an annual lease;

To be authorized to negotiate and issue promissory notes, make loans, give cheques in the name of the company, signed by the managing secretary and countersigned by the president, under the name of "The Victor Lumber Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Victor de Tring.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3636

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1913, incorporating Messrs. Joseph Elisée Roy, broker, of Montreal, Aimée Boucher and Omer Ally, notaries, of Pierreville, Urbain Caron, agent, and J. George Langelier, broker, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, purchase, hold, rent, develop, cultivate, resell for building purposes or otherwise, not in contravention with municipal by-laws, lands situate in the Island of Montreal or in the neighborhood, to give promises of sale

dés promesses de vente pour le tout ou en partie des dits terrains, y ériger des constructions, maisons d'habitation, cottages, chalets, hôtels, manufactures, et autres bâtiments et dépendances, y faire des chemins et des rues, subdiviser les dites terres, les cadastrer, exercer généralement pour les fins de revente de terres et terrains le commerce de courtiers d'immeubles ;

Acheter, acquérir, développer, revendre en tout ou en partie des immeubles dans la cité de Montréal ou dans les limites de l'île de Montréal ou des environs, un ou des immeubles avec ou sans bâtisses, nécessaires ou utiles aux fins de construction ou d'administration des affaires de la compagnie ; prendre, accepter, détenir des actions d'autres compagnies dont les objets sont en tout en partie semblables à ceux de cette compagnie en paiement de toute redevance de prix de vente d'aucune partie des dites terres ou terrains acquis par la dite compagnie, sous le nom de "Pointe-aux-Trembles Land Company", avec un capital de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD

3633

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Samuel Gerald Tritt, avocat, Hyman S. Burnstein, Noah Stern, marchands, Joseph Presner, ingénieur, et Edna Urquhart, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer le commerce en gros et en détail de commerçants de vêtements pour dames, fournisseurs et manufacturiers de toutes sortes de vêtements pour dames, manufacturiers de drap, et commerçants de toutes sortes de lainages et cotonnades, tissus et autres fournitures de tailleurs.

Tirer, faire, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, et autres effets négociables ou transférables ;

Agir comme agents pour les marchands, commerçants et manufacturiers de tous effets, articles ou marchandises ;

Acquérir et prendre soit comme une affaire en opération ou autrement, les affaires, entreprises, actif et les obligations de toute personne, société ou corporation faisant des affaires semblables ou des affaires en rapport à celles de cette compagnie, et de les payer soit en tout ou en partie en argent ou en tout ou en partie en actions acquittées de cette compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens ou obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la dite compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie et de les payer en actions acquittées de cette compagnie ;

for the whole or part of the said lands, erect structures, dwelling houses, cottages, chalets, hotels, manufactories and other buildings and dependencies thereon, build roads and streets thereupon, subdivide the said lands, to cadastre the same and for the purposes of reselling the lands and lots to generally carry on the business of real estate brokers ;

To purchase, acquire, develop, resell in whole or in part, real estate in the city of Montreal or within the limits of the Island of Montreal or in the neighborhood, one or more immovables with or without buildings, necessary or suitable for building purposes or for the management of the company's business ; to take, accept and hold shares in other companies whose objects are in whole or in part similar to those of this company in payment of any part of the sale price due on any portion of the said lands or lots acquired by the said company, under the name of "Pointe aux Trembles Land Company", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3634

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 8th day of September, 1913, incorporating Messrs. Samuel Gerald Tritt, advocate, Hyman S. Burnstein, Noah Stern, merchants, Joseph Presner, engineer, and Edna Urquhart, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on any of the businesses of wholesale or retail dealers in ladies wearing apparel, outfitters and manufacturers of all kinds of ladies wearing apparel, cloth manufacturers, and dealers in all kinds of wollen and cotton goods, textile fabrics and other tailors trimmings ;

To draw, make, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable of transferable instruments ;

To act as agents for traders, dealers and manufacturers of any goods, wares or merchandise ;

To acquire and take over, either as a going concern or otherwise, the business undertakings, assets and liabilities of any individual, firm or corporation carrying on a similar business or a business incidental to that of this company, and to pay for the same either wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid-up shares of this company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay for the same by paid-up shares of this company ;

Faire tout contrat avec toute personne ou compagnie pour services devant être rendus par telle personne en argent ou en actions acquittées de cette compagnie, ou partie en argent et partie en actions acquittées de cette compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement les marques de commerce, patentes, brevets d'invention, licences, concessions et autres droits semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement quant à toute invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être destinée, directement ou indirectement, au bénéfice de cette compagnie et employer, exercer, développer ou octroyer des licences en rapport d'iceux ou mettre à profit autrement les biens, droits ou renseignement ainsi acquis ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés mobilières et immobilières, et tous les droits ou privilèges que cette compagnie jugera nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires et en particulier les terres, bâtisses, droits, machines, matériel et fonds de commerce ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, mettre à profit tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie ;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses de la compagnie, et en rapport à l'incorporation et organisation d'icelle ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "The Queen Skirt & Cloak Company Incorporated", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3661

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre 1913, constituant en corporation MM. A. Boucher, Ernest Hébert, R. A. Forest, A. Louis Boucher, L. C. Farley, gentlemen, de Joliette, dans les buts suivants :

La publication d'un journal, et toutes sortes de travaux d'impression et de relieure, sous le nom de "La Compagnie de Publication L'Action Populaire Limitée", avec un capital de

To enter into any contract with any person or company for services to be rendered by such person in cash or fully paid up shares of this company, or partly in cash and partly in fully paid-up shares of this company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company and to use, exercise develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, and any rights or privileges which the company think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the company ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Queen Skirt & Cloak Company Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913. j

C. J. SIMARD,

3662

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1913, incorporating Messrs. A. Boucher, Ernest Hébert, R. A. Forest, A. Louis Boucher, L. C. Farley, gentlemen, of Joliette, for the following purposes :

The publication of a journal and the execution of all kinds of printing and binding work, under the name of "La Compagnie de Publication L'Action Populaire Limitée", with a capi-

vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3645 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Samuel Ouellette et J. Edmond Vézina, industriels, Jean-Baptiste Forget, marchand, Zéphir Raymond, hôtelier, J. Hilaire Chasles, industriel, et Wilfrid Lalonde, avocat, du village Mont-Laurier, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, manufacturer le bois, le fer, la fonte et faire généralement tout ce qui concerne le commerce et l'industrie de fonderie, sous le nom de "La Fonderie Mont-Laurier Limitée", avec un capital de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en mille (1000) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Mont-Laurier.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre, 1913.

C. J. SIMARD,

3631 Sous-secrétaire de la province,

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit septembre 1913, constituant en corporation MM. Joseph Dorval, marchand, J. Aurèle Dorval, marchand, J. E. Bélanger, médecin, W. B. Ruel, commis, et André Ponsot, importateur, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'articles liturgiques et de fantaisie et généralement de toute espèce de marchandise de provenance française ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des propriétés immobilières, les vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger ou en disposer autrement ;

Améliorer telles propriétés ;

Vendre, louer, ou disposer autrement de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celle de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Dorval & Ponsot", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3569.2 Sous-secrétaire de la province.

tal stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3646 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of September, 1913, incorporating Messrs. Samuel Ouellette and J. Edmond Vézina, manufacturers, Jean-Baptiste Forget, merchant, Zéphir Raymond, hotelkeeper, J. Hilaire Chasles, manufacturer, and Wilfrid Lalonde, advocate, of Mont-Laurier, for the following purposes :

To purchase, sell, manufacture wood, iron, cast-iron, and generally to carry on any business respecting the trade and business of smelters, under the name of "La Fonderie Mont-Laurier Limitée", with a capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00), divided into one thousand (1000) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Mont-Laurier.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3632 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1913, incorporating Messrs. Joseph Dorval, merchant, J. Aurèle Dorval, merchant, J. E. Bélanger, physician, W. B. Ruel, clerk, and André Ponsot, importer, of the city of Quebec, for the following purposes :

To deal in liturgical and fancy articles and generally in any french made merchandise ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and hold immoveable properties, sell, lease, transfer, hypothecate, exchange or otherwise dispose of the same ;

To improve said properties ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company for the consideration which the company may think fit, or to amalgamate with any person, firm or corporation carrying on any business in whole or in part similar to that of the company, under the name of "La Compagnie Dorval & Ponsot", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3570 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit septembre 1913, constituant en corporation MM. Ludger Carignan, médecin, Arthur Roux, propriétaire de moulins, de Sainte-Sophie de Lévrard, Adélar Roux, rentier, David Hercule Rheault, notaire public, de Gentilly, et Arthur Elphège Desautels, agent, de Saint-Grégoire, dans les buts suivants :

La construction de pouvoir hydraulique, électrique, acheter des pouvoirs d'eau et construire des bâtisses pour cette fin dans le comté de Lotbinière et le district de Trois-Rivières, sous le nom de "La Compagnie Hydraulique Electrique de Lévrard Limité", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Gentilly.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3571.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit septembre 1913, par lesquelles la compagnie "Frisco Soda Water Company" a été autorisée à porter son fonds social au montant de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisant le nouveau fonds social de trente mille piastres (\$30,000.00) en trois cents (300) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et portant intérêt à sept pour cent par an.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3573.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Hilaire Louis Lacouture, bourgeois, Louis Lacouture, comptable, Joseph I. Pontbriand, médecin, J. A. Parenteau, comptable, et Adrien Lacouture, électricien, de Sorel, dans les buts suivants :

Représentation théâtrale, vaudeville et vues animées, sous le nom de "La Compagnie Théâtrale de Sorel", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3563.2

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1913, incorporating Messrs. Ludger Carignan, physician, Arthur Roux, mill owner, of Sainte-Sophie de Lévrard, Adélar Roux, rentier, David Hercule Rheault, notary public, and Arthur Elphège Desautels, agent, of Saint-Grégoire, for the following purposes :

The construction of hydraulic and electric powers, the purchasing of water powers and the erection of buildings for the said purposes within the county of Lotbinière and the district of Three Rivers, [under the name of "La Compagnie Hydraulique Electrique de Lévrard Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into for hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Gentilly.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3572

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth of September, 1913, whereby the "Frisco Soda Water Company" was authorized to increase its capital stock up to the amount of fifty thousand dollars (\$50,000.00), dividing the new capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00) into three hundred (300) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and bearing interest at the rate of seven per cent per annum.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3574

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1913, incorporating Messrs. Hilaire Louis Lacouture, bourgeois, Louis Lacouture, accountant, Joseph I. Pontbriand, physician, J. A. Parenteau, accountant, and Adrien Lacouture, electrician, of Sorel, for the following purposes :

Theatrical representation, vaudeville and moving pictures, under the name of "La Compagnie Théâtrale de Sorel", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Sorel.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3564

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Aziz Tabah, commis, Michel Bouziane, marchand, Kalil Abdo, confiseur, Philip Dibs, teneur de livres, Nassif Tabah, gentilhomme, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

De former un club dans un but d'amusements et de récréation ;

D'établir, louer, acheter ou autrement acquérir toutes maisons ou établissements dans le but de tenir des salles de club, de billard, pool, bowling alley, ou tous autres amusements ou récréations physiques ou intellectuel ;

D'être autorisé à tenir ces clubs et à avoir licence conformément aux dispositions des statuts relativement aux clubs ;

D'acquérir et disposer d'une manière quelconque de toutes propriétés mobilières ou immobilières ;

D'émettre des effets commerciaux, prélever, emprunter ou prêter tout argent nécessaire pour la conduite du club ;

De faire toute transaction qu'un particulier a le droit de faire, et qui peut être utile ou nécessaire au but de la compagnie, sous le nom de "Oriental Club Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3567.2 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Russell Thomas Stackhouse, et Thomas Reginald Ker, avocats, Ralph Erskin Allan, étudiant en droit, Thomas Piper et William Wensley King, comptables, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, gérer, louer, vendre, échanger toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières et en disposer, et en général faire affaires comme commerçants, agents et courtiers d'immeuble ;

Placer et faire des affaires avec les argents de la compagnie non immédiatement requis, en la manière qui sera déterminée de temps en temps ;

Emettre des actions acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, meubles ou immeubles et de tous services rendus ou à rendre que la compagnie peut ou pourra acquérir ;

Faire des avances d'argent, garantir des entreprises ou aider autrement les clients ou autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et acquérir et détenir toutes sortes de biens, meubles ou immeubles, pour

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1913, incorporating Messrs. Aziz Tabah, clerk, Michel Bouziane, merchant, Kalil Abdo, confectioner, Philip Dibs, book-keeper, Nassif Tabah, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes :

To organize a club for amusement and recreative purposes ;

To establish, lease, purchase or otherwise acquire any houses or establishments for the purpose of keeping club rooms, billiard and pool room's, bowling alleys, or any other physical or intellectual amusements or recreations ;

To be authorized to keep such clubs, and to obtain a license in accordance with the provisions of the statutes concerning clubs ;

To acquire and dispose, in any manner whatsoever, of any moveable and immoveable property ;

To issue commercial instruments, levy, borrow, or loan any money necessary for the management of the club ;

To carry on any transaction any individual may carry on and which may be useful or necessary for the company's purposes, under the name of "Oriental Club Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3568 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 8th day of September, 1913, incorporating Messrs. Russell Thomas Stackhouse, and Thomas Reginald Ker, advocates, Ralph Erskin Allan, student in law, Herbert Thomas Piper and William Wensley King, accountants, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveables and immoveables property and to carry on generally the business of real estate dealers, agents and brokers ;

To deal with and invest the monies of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of all property, real or personal, and for services rendered or to be rendered which the company can or may acquire ;

To make advances of money, guarantee the undertakings or otherwise assist the clients and other persons having business dealings with the company, and acquire and hold all kinds of property, real or personal, for debts, engage-

dettes, engagements et obligations dus à la compagnie, sous le nom de "Longueuil East Land Company Limited", avec un capital action de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3551.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. le Révérend A. Emile Genest, prêtre, curé, Léon Ménard, marchand, J. Israël Robin, hôtelier, Amédée Ménard, marchand, Edgar Larocque, boucher, Thuriibe Longchamp, chef de gare de chemin de fer, et Alexandre Gosselin, ferblantier, du village de Eastman, comté de Brome, dans les buts suivants :

Faire l'élevage des renards et autres bêtes à fourrure, en acquérir et en vendre, préparer les peaux de telles bêtes à fourrure, au moyen de procédés chimiques ou autres pour les fins du commerce, acquérir et prendre à bail tous terrains et immeubles et les convertir en parcs, en tout ou en partie, y construire des enclos, remises, sheds et autres bâtisses nécessaires pour la garde, la conservation et l'élevage généralement de telles bêtes à fourrure durant toutes les saisons de l'année; enfin faire tous actes requis pour la réalisation des objets ci-dessus et en rapport avec tels objets, sous le nom de "Compagnie et Ferme de Bêtes à Fourrure Limitée", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Eastman, canton Bolton, comté de Brome.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3565.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The Montreal Day Nursery", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable tel qu'énoncé dans sa charte d'incorporation, la loi 63 Vic., chap. 104.

Le siège principal de la société est dans la ville de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce cinquième jour de septembre 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

3547.2

Avis est par le présent donné que "The Church of England Female Orphan Asylum", de Québec, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable tel qu'énoncé dans sa charte d'incorporation, la loi 24, Vict., 1861, chap. 113.

Le siège principal de la société est dans la ville de Québec.

ments and obligations due to the company, under the name of "Longueuil East Land Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913.

C. J. SIMARD

3552

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1913, incorporating the Reverend A. Emile Genest, parist priest, Messrs. Leon Menard, merchant, J. Israel Robin, hotelkeeper, Amédée Menard, merchant, Edgar Larocque, butcher, Thuriibe Longchamp, station master, and Alexandre Gosselin, tinsmith, of Eastman village, county of Brome, for the following purposes :

To carry on the breeding of foxes and other fur bearing animals, acquire and sell the same, prepare the skins of said fur bearing animals, by chemical processes or otherwise for business purposes, acquire and take on lease any lands and immoveables and turn the same into parks, in whole or in part, construct pens, houses, sheds and other buildings necessary for the keeping, maintenance and breeding generally of such fur bearing animals during the whole year; finally to do all the acts required for the due carrying out of or in connection with the aforesaid objects, under the name of "Compagnie de Bêtes à Fourrure Limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Eastman village, Bolton township, county of Brome.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3566

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The Montreal Day Nursery", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to transact in this province the business of a Charitable Association as set forth in its act of incorporation, act 63, Vict., chap. 104.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, S. R. P. Q., 1909, this fifth day of September, 1913.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

3548

Notice is hereby given that "The Church of England Female Orphan Asylum", of Québec, P. Q., has been licensed and registered to transact in this province the business of a charitable association as set forth in its acts of incorporation, act 24 Vict, 1861, chap. 113.

The head office of the association is in the city of Québec.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce cinquième jour de septembre 1913.
Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor.

3545-2

Avis est par le présent donné que "The Mount Sinai Sanatorium", de Sainte-Agathe des Monts, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable, tel qu'exposé dans sa charte d'incorporation, la loi 2, Geo. V, chap. 118.

Le siège principal de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dixième jour de septembre 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

3607-2

Québec, 20 août 1913.

Avis public est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, par M^{re} Christophe Adolphe Lavimodière, notaire public, résidant et pratiquant dans les cité et district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M^{re} Moïse Longtin, notaire public, des cité et district susdits.

3351.5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

63. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder se la prise en considération de la pétition.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909 this fifth day of September, 1913.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department.

3546

Notice is hereby given that "The Mount Sinai Sanatorium", of Sainte Agathe des Monts, P. Q., has been licenced and registered to transact in this province, the business of a Charitable Association as set forth in its act of incorporation, act 2, Geo. V, chap. 118.

The head office of the association is in the city of Montréal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this tenth day of September, 1913.

For the Treasurer of the Province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

3608

Quebec, 20th August, 1913.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by Christophe Adolphe Lavimodière, esquire, notary public, residing and practicing in the city and district of Montréal, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of Moïse Longtin, esquire, notary public of the aforesaid city and district.

3352

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.- avant d'adresser à la chambre aucune pétition amendant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrite par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. I.

3047

ASSEMBLEE LEGISLATIVE,

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend an act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

3048

R. CAMPBELL,
C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Com

À l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire ce qu'ils peuvent affecter des droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront

company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such

être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder devant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituées aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession avec laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelcun amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

3049

Greffier de l'Assemblée Législative.

Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with the Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment or by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

3050

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3684.

Jeanne Vallières, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Edmond Van Moorhem, plombier, du même lieu, dûment autorisée par cette cour à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 19 août 1913. 3335-5

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No 3576.

Dame Alzaïde Leroux, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Pharand, sr., de la cité de Hull, district d'Ottawa, dûment autorisée aux fins des présentes, par jugement rendu sur requête, en date du 13 août 1913, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Pharand, sr, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le treizième jour d'août 1913.

DEVLIN & STE MARIE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Hull, 14 août 1913. 3305-5

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*
 No 4235.

Dame Alma Lapointe, épouse de Thomas Louis Brassard, de Chicoutimi, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Thomas Louis Brassard, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

L. ALAIN,
 Procureur de la demanderesse.
 Chicoutimi, 16 août 1913. 3301-5

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 715.

Dame Hélène Marie Baillargé, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Lucien T. Bacon, médecin, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Lucien T. Bacon, de Québec, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 août 1913.

MAURICE ROUSSEAU,
 Procureur de la demanderesse.
 Québec, 26 août 1913. 3425-4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2665.

Dame Fanny Fredin, épouse commune en biens de John Rudnikoff, des cité et district de Montréal, marchand, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

John Rudnikoff, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, le 23e jour de juillet 1913, par la demanderesse contre le défendeur.

JACOBS, HALL,
 COUTURE & FITCH,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 26 août 1913. 3423-4

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 3684.

Jeanne Vallières, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Edmond Van Moorhem, plumber, of the same place, duly authorized by the aforesaid court to "ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
 Attorneys for the plaintiff.
 Montreal, 19th August, 1913. 3336

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 3576.

Dame Alzaïde Leroux, wife common as to property of Jean-Baptiste Pharand, sr, of the city of Hull, district of Ottawa, duly authorized to these presents by judgment rendered on petition on 13th August, 1913, Plaintiff ;

vs

The said Jean Baptiste Pharand, sr, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the thirteenth day of August, 1913.

DEVLIN & STE MARIE,
 Attorneys for the plaintiff.
 Hull, 14th August, 1913. 3306

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 No. 4235.

Dame Alma Lapointe, wife duly authorized to enter the present suit, of Thomas Louis Brassard, Plaintiff ;

vs

The said Thomas Louis Brassard, Defendant.
 An action for separation as to property has been issued, this day.

L. ALAIN,
 Attorney for plaintiff.
 Chicoutimi, 16th August, 1913. 3302

Province of Quebec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 No. 715.

Dame Helene Marie Baillargé, of the city of Quebec, wife common as to property, of Lucien T. Bacon, physician, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Lucien T. Bacon, of Quebec, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th August, 1913.

MAURICE ROUSSEAU,
 Attorney for the plaintiff.
 Quebec, 26th August, 1913. 3426

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2665.

Dame Fanny Fredin, wife common as to property of John Rudnikoff, of the city and district of Montreal, merchant, duly authorized for the purposes of this presents, Plaintiff ;

vs

John Rudnikoff, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.
 An action has been instituted, on the 23rd day of July, 1913, by plaintiff against the defendant, as to separation of property.

JACOBS, HALL,
 COUTURE & FITCH,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 26th August, 1913. 3424

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 915.

Dame Rosianne alias Rose-Anna Senecal, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Malo, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Louis Malo, employé civique, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour d'août mil neuf cent treize.

LAMOTHE, ST. JACQUES
& LAMOTHE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 8 septembre 1913. 3577-2

Province de Québec.—District de Montréal.—*Cour Supérieure.*—No 3878.—Dame Aurore Tremblay, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph A. Cadin dit Deslauriers alias Godin, journalier, ci-devant des cité et district de Québec, et maintenant de lieux inconnus, et dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi son mari, ce jour, en séparation de corps et de biens. CHARLES EMILE MONTY, avocat de la demanderesse. Montréal, 30 août 1913.

3587-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 446.

Dame Sarah Leah Levin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune de biens de Harry Star, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Harry Star, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

ISIDORE BALLON,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 septembre 1913. 3555-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 437.

Dame Sarah Goldberg, de la cité et du district de Montréal, femme commune en biens de Israël Capolovitch, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Israël Capolovitch, de la cité et du district de Montréal, commerçant, Défendeur.

Un acte en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause le 3 septembre 1913.

WEINFELD & LEDIEU,

Procureurs de la demanderesse. 3589-2

Province de Québec, district de Montréal, *cour supérieure*, No 1921, Dame Gabrielle Dinguérard, épouse commune en biens de Louis Léon Marmion, décorateur, autrefois des cité et district de Montréal, et maintenant de pays inconnus, autorisée par cette cour à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

GOYETTE & TRUDEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 août 1913. 3331-5

Dans la cour supérieure. Province de Québec. District de Terrebonne. No 57. Dame Victoria Cousineau, de la paroisse de Saint Canut, dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de Martial Labelle, ci-devant cultivateur, du même lieu, et maintenant absent en lieux inconnus, Demanderesse ; vs. Le dit Martial Labelle. Une action en séparation de corps et de biens a été instituée le 19 août 1913. Sainte Scholastique, 19 août 1913. PREVOST & MARCHAND, Procureurs de la demanderesse. 3437-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 915.

Dame Rosianne alias Rose-Anna Senecal, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Malo, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs
Louis Malo, civic employee, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty eighth day of August, one thousand nine hundred and thirteen.

LAMOTHE, ST. JACQUES

& LAMOTHE,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 8th September, 1913. 3578

Province of Quebec.—District of Montreal.—*Superior Court.*—No. 3878.—Dame Aurore Tremblay, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph A. Cadin dit Deslauriers alias Godin, laborer, formerly of the city and district of Quebec, and now of unknown places, duly authorized "a ester en justice", has taken to day an action for separation as to property and as to bed and board against her said husband. CHARLES EMILE MONTY, Attorney for plaintiff. Montreal, 30th August, 1913. 3588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 446

Dame Sarah Leah Levin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Star, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs Harry Star, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff against her said husband.

ISIDORE BALLON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th September, 1913. 3556

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 437.

Dame Sarah Goldberg of the city and district of Montreal, wife common as to property of Israël Capolovitch, of the same place, duly authorize to "ester en justice", Plaintiff ;

vs
Israël Capolovitch, of the city and district of Montreal, trader, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

WEINFELD & LEDIEU,

Attorneys for plaintiff. 3590

Province of Quebec, district of Montreal, *superior court*, No. 1921, Gabrielle Dinguérard, wife common to the property of Louis Léon Marmion, decorator, formerly of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, duly authorized by the court to "ester en justice", has instituted an action for separation as to property against her said husband.

GOYETTE & TRUDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th August, 1913. 3332

In the superior court. Province of Quebec. District of Terrebonne. No. 57, Dame Victoria Cousineau, of the parish of Saint Canut, duly authorized to "ester en justice", wife of Martial Labelle, formerly farmer, of the same place, and now unknown place, Plaintiff ; vs The said Martial Labelle, Defendant. And action for separation as to bed and board and as to property has been instituted in this cause, on the 19th August, 1913. Sainte Scholastique, 19th August, 1913, PREVOST & MARCHAND, attorneys for plaintiff. 3438

Province de Québec, }
District d'Iberville. }

Dame Elizabeth Frégeau, de la paroisse de Saint-Sébastien, district d'Iberville, épouse commune en biens d'Eugène Ménard, cultivateur, du même lieu, a, le 9 juillet 1913, dûment autorisée à ester en justice, intenté contre son dit mari devant la cour supérieure du district d'Iberville, sous le No 44, une action en séparation de corps et de biens.

GIRARD & DEMERS,

Procureurs de la demanderesse.
Saint-Jean, 9 juillet 1913. 3329-5

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Alice Ardella Hunt, de Greenlay, dans la paroisse de Saint-François Xavier de Brompton, dans le district de Saint-François, épouse de Charles Henry Willard, du même lieu, conducteur de chemin de fer, Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Henry Willard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 27 août 1913. 3459-3

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 43.

Dame Vitaline Labelle, épouse commune en biens de Stanislas Cardinal, maître de pension, de la paroisse de Brebeuf, district de Terrebonne, Demanderesse ; vs le dit Stanislas Cardinal, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 19 juillet 1913.

NANTEL & ROCHON,

Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 29 juillet 1913. 3467-3

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 2424.

Dame Clémentine Lalonde, épouse commune en biens de Emery Raymond, marchand, de la paroisse de Sainte-Cécile, district de Beauharnois, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

J. G. LAURENDEAU,

Avocat de la demanderesse.
Salaberry de Valleyfield, 27 août 1913. 3469-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame A. Paré, épouse de Ernest Lessard, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Ernest Lessard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce 12e jour d'août 1913.

A. P. MATHIEU,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 25 août 1913. 3523-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 98.

Dame Lizzie Kossner, épouse de Joseph Miller, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Miller, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en date du 31 juillet 1913.

A. P. MATHIEU,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 25 août 1913. 3521-3

Province of Quebec, }
District of Iberville. }

Dame Elizabeth Frégeau, of the parish of Saint-Sébastien, in the district of Iberville, wife "commune en biens" of Eugène Ménard, farmer, of the same place, has, on the 9th July, 1913, duly authorized "à ester en justice", instituted against her said husband, an action "en séparation de corps et de biens", before the superior court of the district of Iberville, under No. 44.

GIRARD & DEMERS,

Attorneys for plaintiff.
Saint John, 9th July, 1913. 3330

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Alice Ardella Hunt, of Greenlay, in the parish of Saint François Xavier de Brompton, in the district of Saint Francis, wife of Charles Henry Willard, of the same place, railway conductor, Plaintiff ;

vs

The said Charles Henry Willard, Defendant.
An action for separation of property has been instituted this day, in this cause.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 27th August, 1913. 3460

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 43.

Dame Vitaline Labelle, wife "commune en biens" of Stanislas Cardinal, boarding house keeper, of the parish of Brebeuf, district of Terrebonne, Plaintiff ; vs the said Stanislas Cardinal, Defendant.

An action for separation from goods and bad has been instituted in this case, the 19th of July, 1913.

NANTEL & ROCHON,

Attorneys of the plaintiff.
Sainte Scholastique, 29th July, 1913. 3468

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 2424.

Dame Clémentine Lalonde, wife common as to property of Emery Raymond, of the parish of Sainte Cécile, district of Beauharnois, merchant, duly authorized to sue, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. G. LAURENDEAU,

Attorney for plaintiff.
Salaberry de Valleyfield, 27th August, 1913. 3470

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame A. Paré, wife of Ernest Lessard, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Ernest Lessard, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this 12th day of August, 1913.

A. P. MATHIEU,

Attorney for the plaintiff.
Montreal, 25th August, 1913. 3524

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 98

Dame Lizzie Kossner, wife of Joseph Miller, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Joseph Miller, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on the 31st July, 1913.

A. P. MATHIEU,

Attorney for the plaintiff.
Montreal, 25th August, 1913. 3522

Province de Québec, district d'Iberville, cour supérieure, No 76, Dame Eléonora Arcand, épouse de Siméon Defayette, journalier, ci-devant de la ville et du district d'Iberville, et maintenant de pays inconnus, autorisée par cette cour à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

CHARLES BELANGER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 10 septembre 1913.

3613.2

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }
No 2211.

Dame Mathilda Filion, de la paroisse de Saint-Bonaventure, dans le comté de Bonaventure, épouse de Alphonse Noël, du même endroit, tailleur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Noël, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13^{ième} jour de septembre 1913.

BUGEAUD & COTE,

Procureurs de la demanderesse.

New Carlisle, 9 septembre 1913.

3671

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6600.

Dame Marie Anne Laliberté, de la paroisse de Saint-Félix de Valois, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Liguori Guibord, marchand, du même lieu, a, ce jour, après y avoir été dûment autorisée en justice, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs de la demanderesse.

Joliette, 15 septembre 1913.

3665

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4079.

Dame Joséphine Renaud, épouse commune en biens de Antonio Gariépy, charretier, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 septembre 1913

3673

Demands à la Législature

Avis est par le présent donné que la municipalité scolaire de la ville de la Côte des Neiges, division de Westmount, en la cité de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de procéder chaque année, jusqu'au premier mai 1925, à la confection d'un rôle spécial d'évaluation pour les terres en culture de la dite municipalité scolaire, conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

DEGUIRE & BISSONNETTE,

Avocats de la requérante.

Montréal, 11 septembre 1913.

3619

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales et scolaires, le territoire faisant partie, actuellement, de la municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay, et comprenant les numéros 296, 297, 298, 299, 300,

Province of Quebec, district of Iberville, superior court, No. 76, Eleonore Arcand, wife of Simeon Defayette, laborer, formerly of the town and district of Iberville, and now of parts unknown, duly authorized by the court to "ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to bed and board against her said husband.

CHARLES BELANGER,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 10th September, 1913.

3614

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court*
County of Bonaventure. }
No. 2211.

Dame Mathilda Filion, of the parish of Saint Bonaventure, in the county of Bonaventure, wife of Alphonse Noël, of same place, tailor, duly authorized to "ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Noël, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, the 13th day of September, 1913.

BUGEAUD & COTÉ,

Attorneys for the plaintiff.

New Carlisle, 9th September, 1913.

3672

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6600.

Dame Marie Anne Laliberté, of the parish of Saint Felix de Valois, in the district of Joliette, wife common as to property of Liguori Guibord, trader, of the same place, being judicially authorized for that purpose, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

TELLIER & LADOUCEUR,

Attorneys for plaintiff.

Joliette, 15th September, 1913.

3666

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 4079.

Dame. Joséphine Renaud, wife common as to property of Antonio Gariépy, carter, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th September, 1913.

3674

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the school municipality of the town of Côte des Neiges, Westmount division, in the city of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, in order to obtain an act allowing the said school municipality to proceed every year, until the first of May, 1925, to the confection of a special valuation roll for the cultivated farms of the said school municipality, in conformity with the articles 2840 to 2856 of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909.

DEGUIRE & BISSONNETTE,

Attorneys for applicant.

Montreal, 11th September, 1913.

3620

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town, for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint-Joachim de Châteauguay, comprising lots numbers, 296, 297, 298, 299, 300,

301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 324a, 325, 325a, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377 et la partie du numéro 379, situé dans les limites du dit territoire, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Joachim de Chateauguay, y compris les subdivisions des dits lots originaires qui peuvent exister, sous le nom de "Ville de Léry" et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs, du maire et des échevins et autres dispositions en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

CLOVIS LAPORTE,
Procureur des requérants.

Montréal, 10 septembre 1913.

3621

Avis est donné que le bureau de la fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'amender sa loi concernant la construction de son église, sacristie et presbytère, pour l'autoriser à emprunter un montant additionnel de \$50,000, et aussi pour l'autoriser à convoquer les marguilliers et fabriciens en assemblée, par avis écrit.

BESSETTE & DUTAUD,
Procureurs de la Fabrique de la paroisse
de Saint-Viateur d'Outremont.

Montréal, 22 août 1913.

3391.4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la "Loi concernant la succession de feu John Pratt", savoir 1^{er} Edouard VII, ch. 94, de la province de Québec, et ses amendements, pour : 1^{er} Augmenter jusqu'à cinq mille piastres le montant des avances que les exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu John Pratt peuvent faire à chacun des petits enfants, et, au cas de décès d'aucun de ces derniers laissant des enfants, à chacun des arrières petits enfants du dit feu John Pratt ; 2^o Mettre les susdites sommes de cinq mille piastres payable d'avance, le premier de chaque mois, à commencer, le premier jour du mois suivant le jour ou la présente loi deviendra en force ; 3^o Augmenter jusqu'à un millier de piastres à chacun, la rémunération à être payée annuellement aux exécuteurs testamentaires du dit feu John Pratt, pour leurs services comme administrateurs de la succession ; 4^o Augmenter jusqu'à trois mille piastres la rente additionnelle payée par les exécuteurs et administrateurs de la succession du dit feu John Pratt à chacun des enfants du dit testateur, savoir, à Charles Alfred Pratt, Evelina Marie Louise Pratt, Virginie Pratt, Aloysia Pratt, Frédéric Emile Georges Pratt et à Louis V. F. G. Perry ; 5^o Faire payer par la succession du dit feu John Pratt les frais et déboursés encourus pour l'adoption de la présente loi.

JOS. A. DESCARRIES,
de Descarries & Descarries,
Procureurs.

Montréal, 2 septembre 1913.

3517.3

Avis est donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, la corporation de Victoriaville s'adressera à la dite législature aux fins suivantes : 1^{re} Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier sud de la dite municipalité, les terrains suivants, savoir : les lots numéros 493 et 495 et aussi les lots numéros 496 et 497, moins les parties de ces deux derniers lots situées au nord du chemin

301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 324a, 325, 325a, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377 et part of the number of 379, situated within the limits of the said territory, of the official cadastral plan and book of reference of Saint Joachim de Chateauguay, including all the subdivisions of the said original lots which may exist, under the name of "Town of Léry", and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns, with some special modifications relating to the time and mode of the election of the mayor and aldermen, of the votation, of the taxation, qualification of electors, mayor, and aldermen, and other dispositions as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

CLOVIS LAPORTE,
Attorney for the petitioners.

Montreal, 10th September, 1913.

3622

Notice is hereby given that the Fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending its law concerning the construction of its church, vestry and presbytery, in order to be authorized to borrow an additional amount of \$50,000, and also to convene the meeting of the churchwardens and vestrymen, by written notice.

BESSETTE & DUTAUD,
Attorneys for the Fabrique of the
Parish of Saint Viateur d'Outremont.

Montreal, 22nd August, 1913.

3392

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof to amend the act respecting the estate of the late John Pratt, to wit : Statute 1 Edward VII, ch. 94, of the province of Quebec, and its amendments, as follows : 1. To increase up to five thousand dollars in amount of advances which the testamentary executors and administrators of the estate of the late John Pratt, may make to each of the grand children, and in the event of the death of any of the grand children leaving children, to each of the great grand children ; 2. To fix the date of the payment, in advance, of the aforesaid amounts of five thousand dollars, on the first day of every month, beginning on the first day of the month following the day when the present act shall come into force ; 3. To increase up to one thousand dollars the remuneration payable yearly to each of the testamentary executors of the said late John Pratt, for the services as administrators of the estate ; 4. To increase up to three thousand dollars the additional rent paid by the executors and administrators of the said late John Pratt, to any one of the children of the said testator, to wit : to Charles Alfred Pratt, Evelina Marie Louise Pratt, Virginie Pratt, Aloysia Pratt, Frederic Emile Georges Pratt and Louis V. F. G. Perry ; 5. To authorize the estate of the said late John Pratt, pay the expenses and disbursements made for the passing of the present act.

JOS. A. DESCARRIES,
of Descarries & Descarries,
Attorneys.

Montreal, 2nd September, 1913.

3518

Notice is hereby given that the corporation of Victoriaville will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the following purposes : 1. To annex, for all municipal purposes, to the municipality of Victoriaville, to form part of the south ward of the said municipality, the following lots of land, to wit : the lots numbers 493 and 495 and also the lots numbers 496 and 497, less the portions of the last two lots situate to the north of

de fer du Grand Tronc, les dits lots étant ceux du cadastre officiel pour la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska ;

2° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier nord de la dite municipalité, les terrains suivants : les lots numéros 459, 460, 461, 462 et 463, pour la partie des dits lots située à l'est des chemins publics se rendant à Saint-Albert et à Saint-Rosaire, tout le lot numéro 464, un emplacement de cent pieds carrés à prendre sur le lot 465, emplacement situé au nord du chemin des pointes Beaudet, présentement la propriété de la corporation de Victoriaville et occupé par la station des pompes, le puits et citerne de l'aqueduc, tous les dits lots ou partie d'iceux étant les lots cadastraux de la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire.

3° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier ouest de la dite municipalité, les terrains suivants : les lots numéros 459, 460, 461, 462 et 463 du cadastre officiel pour la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, pour la partie des dits lots situés à l'ouest des chemins publics se rendant à Saint-Albert et à Saint-Rosaire.

La corporation de Victoriaville, en cas d'annexion, s'engage payer à la corporation de Sainte-Victoire d'Arthabaska, dans un an à compter du premier jour de janvier 1914, une partie de sa dette actuelle proportionnelle à l'évaluation des immeubles annexés par rapport à l'évaluation de tous les immeubles de la dite paroisse, les dites évaluations devant être celles existantes lors de la mise en force de la loi décrétant l'annexion.

4° Pour obtenir de la dite législature de plus amples pouvoirs que ceux qui leur sont conférés par ses lettres patentes, spécialement touchant ses pouvoirs de taxation et ceux d'octroyer des franchises et exemptions de taxes

WILFRID LALIBERTE,

Procureur de la corporation de Victoriaville.

Daté ce 3 septembre 1913.

3539.3

Avis public est par les présentes donné de la part de Auguste Bourbeau et Pierre Vézina, marchands, propriétaires, résidents et contribuables du canton de Cleveland, Albert Boisvert et François Gagnon, commerçants de bois, George Amédée Gagnon, Octave Brochu et Joseph Cardinal, cultivateurs, tous propriétaires, résidents et contribuables du canton de Cleveland, Thomas Vachon, Alfred Richard, Alexandre Bourassa et Louis Mercier, tous cultivateurs, propriétaires, résidents et contribuables du canton de Shipton, Eugène Richard, Adélar Roy, Adélar Mercier, Alfred Laffamme et Napoléon Hamel, tous cultivateurs, propriétaires, résidents et contribuables du canton de Saint-George de Windsor, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de détacher du canton de Shipton, district de Saint-François, les lots numéros 1, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f du septième rang, et les lots 1a, 1b, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, 5c, 5d, 5e, 6a, 6b, 6c, 7a, 7b, 7c, 8a, 8b, 8c, 9a, 9b, 9c, 9d, 9f, du huitième rang ; de détacher du canton Cleveland, district de Saint-François, les lots numéros 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, 5c, 5d, 6a, 6b, 7a, 7b, 8a, 8b, 9a, 9b, 9c, 9d, 9e du neuvième rang, les lots 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 2f, 2g, 3, 4, 5a, 5b, 6a, 6b, 6c, 7, 8, 9 du dixième rang ; les lots 1, 2, 3, 4a, 4b, 4c, 5, 6, 7a, 7b, 8a, 8b, 8c, 8d, 9a, 9b, 9c, 9d, du onzième rang ; les lots numéros 1, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, du douzième rang ; de détacher du canton de Saint-George de Windsor, district de Saint-François, les lots numéros 359, 360, 360a, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 368a, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 380a, 381, 382, 383,

the Grand Trunk Railway line, the said lots being those of the official cadastre for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska.

2. To annex, for all municipal purposes, to the municipality of Victoriaville, to form part of the north ward of the said municipality, the following lots of land : the portions of the lots numbers 459, 460, 461, 462 and 463, situate to the east of the public highways leading to Saint Albert and Saint Rosaire, the whole of the lot No. 464, an emplacement of one hundred square feet to be taken from lot No. 465, an emplacement situate to the north of the road "Des pointes Beaudet", actually the property of the corporation of Victoriaville and occupied by the pump station, well and cistern for the waterworks, the whole of the said lots or portions of lots being to cadastral lots of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte Victoire.

3. To annex for all municipality purposes, to the municipality of Victoriaville to form part of the west ward of the said municipality the portions situate to west of the public highway leading to Saint Albert and Saint Rosaire, of the lots numbers 459, 460, 461, 462 and 463, of the official cadastre for that part of the township of Arthabaska forming the parish of Sainte Victoire.

The corporation of Victoriaville, in the event of annexation, pledges itself to pay to the corporation of Sainte Victoire d'Arthabaska, within a year from the first of January, 1914, a part of its present debt in proportion with the valuation of the immovables annexed to the valuation of all the immovables of the said parish, the said valuations to be those existing at the time of the coming into force of the act enacting the annexation.

4. To obtain from the said legislature greater powers than those granted by the letters-patent specially respecting its powers of taxation, the granting of franchises and exemptions from taxes.

WILFRID LALIBERTE,

Attorney for the corporation of Victoriaville.

Dated, this 3rd September, 1913.

3540

Public notice is hereby given on behalf of Auguste Bourbeau and Pierre Vézina, merchants, proprietors, residents, and rate payers of the township of Cleveland, Albert Boisvert and François Gagnon, lumber merchants, George Amédée Gagnon, Octave Brochu, and Joseph Cardinal, farmers, all proprietors, residents, and rate payers, of the township of Cleveland, Thomas Vachon, Alfred Richard, Alexander Bourassa and Louis Mercier, all farmers, proprietors, residents, and rate payers, of the township of Shipton, Eugène Richard, Adélar Roy, Adélar Mercier, Alfred Laffamme and Napoléon Hamel, all farmers, proprietors, residents, and rate payers, of the township of Saint George de Windsor, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to detach from the township of Shipton, district of Saint Francis, the lots numbers 1, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, of the seventh range, and the lots 1a, 1b, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, 5c, 5d, 5e, 6a, 6b, 6c, 7a, 7b, 7c, 8a, 8b, 8c, 9a, 9b, 9c, 9d, 9e, 9f, of the eighth range ; to detach from the township of Cleveland, district of Saint Francis, the lots numbers 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, 5c, 5d, 6a, 6b, 7a, 7b, 8a, 8b, 9a, 9b, 9c, 9d, 9e of the ninth range, the lots numbers 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 2f, 2g, 3, 4, 5a, 5b, 6a, 6b, 6c, 7, 8, 9, of the tenth range, the lots 1, 2, 3, 4a, 4b, 4c, 5, 6, 7a, 7b, 8a, 8b, 8c, 8d, 9a, 9b, 9c, 9d, of the eleventh range, the lots numbers 1, 2a, 2b, 2c, 2d, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 4c, 5a, 5b, of the twelfth range ; and to detach from the township of Saint George de Windsor, district of Saint Francis, the lots numbers 359, 360, 360a, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 366, 367, 368, 369, 369a, 370, 371, 372, 373, 374,

384, 385, 386, 387, 388, 389 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 448a, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460 et 461; pour ériger ce territoire en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de Sainte-Claude". Ce territoire ayant été érigé en paroisse civile, sous le nom ci-dessus, le 17 novembre 1906.

J. V. D'ARTOIS,
Procureur des requérants.

Daté à Sherbrooke, ce 27 août 1913.

3515-3

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, application sera faite par Edgar S. Chapman, George F. Hall et Herbert E. Chandler, tous trois de Brome, dans le comté de Brome, dans la dite province, pour les faire incorporer comme un bureau des syndics, devant porter le nom de "Brome Public Building", afin de posséder, dans leur dite qualité, une propriété immobilière connue sous le numéro cadastral 780 du township de Brome, dans le dit comté de Brome, et aussi la bâtisse y érigée actuellement et laquelle a été construite par souscription publique et destinée à servir pour des fins religieuses et d'éducation et pour y tenir des assemblées publiques—les premiers syndics des dites propriétés étant maintenant décédés.

EDGAR S. CHAPMAN,
GEORGE F. HALL,
HERBERT E. CHANDLER,
Pétitionnaires.

Brome, 9 août 1913.

3303.5

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 158.

Moses Denenberg & Nathan Godinsky, commerçants, faisant affaires à Montréal, sous le nom de "The Union Cloting Co." ont fait cession de leurs biens, le 9 septembre 1913, et j'ai été nommé gardien provisoire.

MARCEL MARCUS,
Montréal, 10 septembre 1913. 3659

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de J. M. Shew, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le septième jour d'octobre 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 16 septembre 1913. 3655

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de Imperial Hait Mfg. Co. "B. S. Cohen", Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 8e jour d'octobre 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 16 septembre 1913. 3657

375, 376, 377, 378, 379, 380, 380a, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 448a, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460 and 461; to erect this territory into a distinct municipality under the name of "Municipality of Saint Claude". This territory having been erected into a civil parish under the above name on the 17th day of November, 1906.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for petitioners.

Dated at Sherbrooke, this 27th day of August, 1913. 3516

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made by Edgar S. Chapman, George F. Hall and Herbert E. Chandler, all of Brome, in the county of Brome, in said province, to incorporate them as a board of trustees, under the name of "The Brome Public Building", for the purpose of holding as such trustees a property known as cadastral lot number 780 of the township of Brome, in said county of Brome, as well as the building thereon erected which was built by public subscription and which was intended to be used for religious and educational purposes and for the holding of public meeting—the original trustees being now deceased.

EDGAR S. CHAPMAN,
GEORGE F. HALL,
HERBERT E. CHANDLER,
Applicants.

Brome, 9th August, 1913.

3304

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 158.

Moses Denenberg & Nathan Godinsky, traders doing business in Montreal, under the name of "The Union Cloting Co." have made an abandonment of their property, on the 9th September 1913, and I have been appointed provisiona guardian.

MARCEL MARCUS,
Montreal, 10th September, 1913. 3660

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. M. Shew, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the seventh day of October, 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame East, Montreal.
Montreal, 16th September, 1913. 3656

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of the Imperial Hait Mfg. Co., "B. S. Cohen", Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared which will be payable at my office, on or after the 8th day of October, 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame East, Montreal.
Montreal, 16th September, 1913. 3653

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 184.

Dans l'affaire de A. L. Wilson, charretier,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20e jour d'octobre 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WM. T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur :
514, Edifice Banque des Marchands,
205, rue Saint Jacques, Montréal.
Montréal, 20 septembre 1913. 3653

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 149.

Dans l'affaire de Frederick Brown, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier bordereau de dividendes, lequel sera payable dans notre bureau, chambre 604, bâtisse McGill, 211, rue McGill, Montréal, le ou après le septième jour d'octobre 1913.

WILLIAM H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

Chambre, 604, édifice McGill,
211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 20 septembre 1913. 3679

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 173.

Dans l'affaire de Dame Adélina Lafleur, Montréal,
Faillie.

Avis est par le présent donné que j'ai préparé un premier bordereau de dividende en cette affaire, lequel sera ouvert à objection jusqu'au 6 octobre 1913, après laquelle date le dit dividende sera payable à mon bureau, chambre 604, Edifice McGill, 211, rue McGill, Montréal.

GEORGES EDMOND MARTIN,
Curateur.

Chambre, 604, Edifice McGill,
211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 20 septembre 1913. 3677

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Joseph Asselin, commerçant de bois, de Beauce Junction, a, le 15 septembre courant, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Beauce, conformément à la loi, et j'ai été dûment nommé gardien provisoire.

EUG. O. TASCHEREAU,
Gardien provisoire.

Saint-Joseph, Beauce, 18 septembre 1913. 3667

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Nelli Emblem & Cie. Montréal,
Insolvables.

Avis est donné que, le 11 septembre 1913, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse La Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 septembre 1913. 3675

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 184.

In the matter of A. L. Wilson, carter,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 20th day of October, 1913, after which date the dividends will be payable at my office.

WM. T. HOOD,
Curator.

Office of the curator :
514, Merchants' Bank Bldg.,
205, Saint James street, Montreal.
Montreal, 20th September, 1913. 3654

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 149.

In the matter of Frederick Brown, Montreal,
Insolvent

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at room 604, McGill Building, 211, McGill street, Montreal, on or after the seventh day of October, 1913.

WILLIAM H. FISHER, !
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.

Room, 604, McGill Building,
211, McGill street.
Montreal, 20th September, 1913. 3680

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 173.

In the matter of Dame Adelina Lafleur, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that I have prepared a first dividend sheet in this matter, which will be open to objection until the 6th October, 1913, after which date the dividend will be payable at my office, room, 604, McGill Building, 211, McGill Street, Montreal.

GEORGES EDMOND MARTIN,
Curator.

Room 604, McGill Building,
211, McGill street, Montreal.
Montreal, 20th September, 1913. 3678

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court*

Joseph Asselin, lumber merchant, of Beauce Junction, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Beauce, according to law, and I have been duly appointed provisional guardian.

EUG. G. TASCHEREAU,
Provisional guardian.

Saint Joseph, Beauce, 18th September, 1913. 3668

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Nelli Emblem & Co., Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 11th September, 1913, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 20th September, 1913. 3676

En Liquidation

Province de Québec.
District of Roberval.
No 284.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de "The Standard Cement Company", Chambord, En liquidation.
En vertu d'un jugement rendu aujourd'hui, une assemblée des créanciers, actionnaires et contributeurs aura lieu au palais de justice, à Roberval, le 20 octobre 1913, à dix heures de l'avant-midi, dans le but de nommer un liquidateur permanent et un ou plusieurs inspecteurs aux biens de cette compagnie.

ARMAND BOILY,
Liquidateur provisoire.
Roberval, 16 septembre 1913. 3669

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **ARTHUR TALBOT**,
No 181. } Demandeur ; contre
THEO. BEAUDOIN, Défendeur, et **F. X. Lemieux**,
curateur au délaissement.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à une heure de l'après-midi, le treizième jour d'août dernier, à la porte de l'église paroissiale du Sacré-Cœur de Marie, aura lieu à NEUF heures de l'avant-midi, le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, 1913, à la porte de l'église paroissiale du Sacré-Cœur de Marie.

GUST. PIGHER,
Député shérif.
Bureau du shérif,
Arthabaska, 15 septembre 1913. 3651
[Première publication, 20 septembre 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **JOSEPH BEAUREGARD**,
No 238. } Demandeur ; contre
EMILE LUPIEN, Défendeur.

Un emplacement situé à Victoriaville, sur le côté sud de la rue des Frères du Sacré-Cœur, faisant partie du lot numéro douze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant une partie du lot numéro quatre cent cinquante-quatre (454), contenant quarante-cinq pieds de front sur environ cent trente-cinq pieds de profondeur, tenant en front à l'avenue des Frères du Sacré-Cœur et aboutissant en profondeur à Alfred Roberge, joignant de côté est à Eugène Béliveau, et de l'autre côté à A. Dussault—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.
Bureau du shérif,
Arthabaska, 26 août 1913. 3421-2
[Première publication, 30 août 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **DANIEL TALTRIE**,
No 301. } Demandeur ; contre les héritiers
de Providence, dans l'état de Rhode-Island, l'un des
états-unis d'Amérique, Demandeur ; contre les héritiers

In Liquidation

Province of Quebec,
District of Roberval.
No. 284.

Superior Court.

In the matter of "The Standard Cement Company", Chambord, In liquidation.
In virtue of a judgment rendered to-day, a meeting of the creditors, shareholders and contributors shall take place in the court house, at Roberval, the 20th October, 1913, at ten o'clock in the forenoon, on the purpose to appoint a permanent liquidator and one or more inspectors to the property of the said company.

ARMAND BOILY,
Provisional liquidator.
Roberval, 16th September, 1913. 3670

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **ARTHUR TALBOT**,
No. 181. } Plaintiff ; against
THEO. BEAUDOIN, Defendant, and **F. X. Lemieux**,
curator to surrender.

Notice is hereby given that the sale of the land seized in this case, which had to take place at one o'clock in the afternoon, on the thirteenth day of August last, at the parochial church door of the Sacred Heart of Mary, will take at NINE o'clock of the forenoon, on the SEVENTH day of OCTOBER next, 1913, at the parochial church door of the Sacred Heart of Mary.

GUST. PIGHER,
Deputy sheriff.
Sheriff's office,
Arthabaska, 15th September, 1913. 3652
[First published, 20th September, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **JOSEPH BEAUREGARD**,
No. 238. } Plaintiff ; against
EMILE LUPIEN, Defendant.

An emplacement in the town of Victoriaville, in the south side of the street Brothers of the Sacred Heart, being part of lot number twelve, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on the official cadastre for the parish of Sainte-Victoire, as a part of lot number four hundred and fifty four (454), containing forty five feet in front by about one hundred and thirty five feet in depth, adjoining in front to the Sacred Heart Brothers Avenue, and in depth to Alfred Roberge, on the east side to Eugène Béliveau, and on the other side to A. Dussault—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Victoire d'Arthabaska, on the FIRST day of OCTOBER next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff.
Sheriff Office,
Arthabaska, 26th August, 1913. 3422
[First published, 30th August, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **DANIEL TALTRIE**,
No. 301. } Plaintiff ; against
the heirs of Providence, in the state of Rhode-Island, one of the united states of America, Plaintiff ; against

tiers de feu Hamilton Canning, en son vivant cultivateur, du canton d'Inverness; Georges Mooney, gentilhomme, d'Inverness, en sa qualité de tuteur dûment élu en justice à Normand Edwin Aubry, Robert Hamilton et Catherine Irma Canning, enfants mineurs de James Edward Canning et de Dame Relief, Dame Pierce, son épouse; Charles Henry Daniel Hamilton Théodore, James Edwin et Joseph Canning, enfants mineurs de Charles R. Canning, et de Dame Catherine Gibner, son épouse; Laetitia et Josephine Durgin, enfants mineurs de Dame Marguerite Canning et Clément Durgin, son époux, de la cité de Boston, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique; Robert Hamilton Durgin et Ida Belle Durgin, tous deux de la cité de Boston, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique; Adélaïde Philbrick, épouse de Frank Summer, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Newell Philbrick, ces trois derniers de la cité de Boston, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, tous légataires universels de feu Hamilton Canning, défendeur.

Trois morceaux de terre étant les lots numéros cinq cent quatre-vingt-un, cinq cent quatre-vingt-deux et cinq cent quatre-vingt-trois (581, 582 et 583), du cadastre officiel du canton d'Inverness, les dits immeubles ayant appartenu à feu Hamilton Canning—avec les bâtisses y érigées, ainsi que les vaisseaux et l'installation situés sur les dits immeubles servant à faire le sirop et le sucre d'érable, à l'exception cependant de la récolte du foin et des grains croissants sur les dits immeubles.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1913, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif,	Shérif.
Arthakaska, 26 août 1913.	3443-2
[Première publication, 30 août 1913.]	

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : } **D LLE M. LOUISE**
No 289. } **JEAN**, fille majeure,

de la paroisse de L'Islet, Demanderesse; vs **DAME DELIMA CARON**, ci-devant de la paroisse de Saint-Eugène, et maintenant de la ville de New Bedford, dans l'état du Massachusetts, épouse de Gilbert Toussaint, actuellement de la paroisse de Saint-Pierre, Défenderesse.

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Eugène, comté de L'Islet, comme faisant partie du numéro cent sept, ayant en front trente pieds français, sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin public en montant jusqu'au pied sud du petit rocher qui s'y rencontre à la clôture existante; borné nord au chemin, sud et est à Joseph Gondreau ou représentants, et ouest à Joseph Poitra—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène, le **VINGT ET UNIEME** jour d'OCTOBRE prochain 1913, à **DIX** heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif.	Shérif.
Montmagny, 17 septembre 1913.	3685
[Première publication, 20 septembre 1913.]	

THE HEIRS of the late Hamilton Canning, in his life-time farmer, of the township of Inverness; George Mooney, gentleman, of Inverness, in his capacity of tutor, duly appointed by the court to Normand Edwin Aubry, Robert Hamilton and Catherine Irma Canning, minor children of James Edward Canning and of Dame Relief, Dame Pierce, his wife; Charles Henry Daniel Hamilton Theodore, James Edwin and Joseph Canning, minor children of Charles R. Canning and of Dame Catherine Gibner, his wife; Laetitia and Josephine Durgin, minor children of Dame Marguerite Canning and Clement Durgin, her husband, of the city of Boston, in the state of Massachusetts, one of the united states of America; Robert Hamilton Durgin and Ida Belle Durgin, both of the city of Boston, in the state of Massachusetts, one of the united states of America; Adélaïde Philbrick, wife of Frank Summer, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, and Newell Philbrick, the last three of the city of Boston, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, all universal legatees of the late Hamilton Canning, Defendants.

Three pieces of land being lots numbers five hundred and eighty one, five hundred and eighty two and five hundred and eighty three (581, 582 and 583), of official cadastre for the township of Inverness, said immovables being the property of the late Hamilton Canning—with the buildings thereon erected, as well as the utensils and the installation being on the said immovables for the making of maple syrup and sugar, with the exception however of the hay and grain crops now growing on said immovables.

To be sold at the registry office for the county of Mégantic, at Inverness, on the **SECOND** day of **OCTOBER** next, 1913, at **THREE** o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Arthabaska, 26th August, 1913.	3444
[First published, 30th August, 1913.]	

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLICO NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } **MISS M. LOUISE JEAN**,
No. 289. } **spinster of age**, of the

parish of L'Islet, Plaintiff; vs **DAME DELIMA CARON**, heretofore of the parish of Saint-Eugène, and now of the town of New Bedford, in the state of Massachusetts, wife of Gilbert Toussaint, now of the parish of Saint-Pierre, Defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Eugène, county of L'Islet, as forming part of lot No. one hundred and seven, measuring in front thirty feet, french measurements, by the depth from the public road upwards to the foot, on the south side, of the little rock situate at the present fence; bounded in the north by the road, on the south and east by Joseph Gondreau or representatives, and on the west by Joseph Poitra—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Eugène, on the **TWENTY-FIRST** day of **OCTOBER** next, 1913, at **TEN** o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office,	Sheriff.
Montmagny, 17th September, 1913.	3686
[First published, 20th September, 1913.]	

Ventes par le Shérif—Ottawa

Sheriff's Sales—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—Ottawa.*

Ottawa, à savoir : **THE GOOLD SHAPELY & No 3497. } MUIR CO., LIMITED.**
Demanderesse ; contre **JOSEPH FOURNIER,**
Défendeur, à savoir :

Tout ce morceau de terre connu et désigné comme étant les deux-tiers sud en largeur du lot numéro trois cent quatre-vingt dix-sept (397), d'après le plan du cadastre pour le village de Pointe Gatineau, dans le comté et district d'Ottawa, et borné comme suit : au nord par l'autre tiers du même lot appartenant à F. X. Laurin et al., à l'est ou en front par le chemin, au sud par le lot No 398, et à l'ouest ou en arrière par le lot No 385—avec les bâtisses et améliorations ci-dessus et droits et appartenances y appartenant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement dans la cité de Hull, le **QUATRIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 16 septembre 1913. 3683
[Première publication, 20 septembre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : **JAMES E. MCCARTHY, No 2779. } Demandeur ; contre THE CITY OF HULL, Défendresse, et WILFRID ST. MARIE, Demandeur par distraction de frais.**

Saisi comme appartenant à et en la possession du demandeur, Jas. E. McCarthy, à savoir :

Ces divers lots de terre situés dans le quartier numéro trois, de la cité de Hull, dans les comté et district d'Ottawa, connus et désignés conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité de Hull, comme suit :

Lot cent trente-cinq-vingt (135-20), sur le côté est de la rue Metcalfe ; lot cent trente-cinq-vingt et un (135-21), sur le côté ouest de la rue Russell ; lot cent trente-cinq-soixante et un (135-61) et cent trente-cinq-soixante (135-60), tous deux sur le côté est de la rue Russell ; lot cent trente-cinq-soixante et deux (135-62) et cent trente-cinq-soixante et trois (135-63), tous deux sur le côté ouest de la rue Flora ; lot cent trente-cinq-cent quatre (135-104), sur le côté ouest de la rue Frances ; lot cent trente-cinq-cent quarante-cinq (135-145), sur le côté est de la rue Frances, et lot cent trente-cinq-cent quarante-six (135-146), sur le côté ouest de la rue Lake.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Hull, le **TRENTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 25 août 1913. 3451-2
[Première publication, 30 août 1913.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—Ottawa.*

Ottawa, to wit : **THE GOOLD SHAPELY & No. 3497. } MUIR CO., LIMITED,**
Plaintiff ; against **JOSEPH FOURNIER, Defendant,** to wit :

All that piece of land known and designated as the south two-thirds in width of the lot number three hundred and ninety seven (397), according to the cadastral plan for the village of Gatineau Point in the county and district of Ottawa, and bounded as follows : to the north by the other third of the same lot belonging to F. X. Laurin, et al., to the east or in front by the road, to the south by lot No 398, and to the west or in rear by the lot No. 385—with the buildings and improvements thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office in the city of Hull, on the **FOURTH** day, of **NOVEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 16th September, 1913. 3684
[First published, 20th September, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : **JAMES E. MCCARTAY, No. 2779. } Plaintiff ; against THE CITY OF HULL, Defendant, and J. WILFRID ST. MARIE, Plaintiff, "par distraction de frais".**

Seized as belonging to and in the possession of the plaintiff, Jas. E. McCarthy, to wit :

Those several lots of land situated in ward number three, of the city of Hull, in the county and district of Ottawa, known and described according to the official plan and book of reference for said city of Hull, as follows :

Lot one hundred and thirty-five-twenty (135-20), on the east side of Metcalfe street ; lot one hundred and thirty-five twenty-one (135-21), on the west side of Russell street ; lots one hundred and thirty-five-sixty-one (135-61) and one hundred and thirty-five (135-60), both on the east side of Russell street ; lots one hundred and thirty-five-sixty-two (135-62) and one hundred and thirty-five-sixty-three (135-63), both on the west side of Flora street ; lot one hundred and thirty-five-one hundred and four (135-104), on the west side of Frances street ; lot one hundred and thirty-five-one hundred and forty-five (135-145), on the east side of Frances street ; and lot one hundred and thirty-five-one hundred and forty-six (135-146), on the west side of Lake street.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the **THIRTIETH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 25th August, 1913. 3452
[First published, 30th August, 1913.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : { CHARLES SIMARD, de la No 1581.

contre ERNEST CARON, de la ville de Lévis, gérant, maintenant de la cité de Montréal, à savoir :

1° Le reste pour jusqu'aux vingt-neuf septembre 1929, d'un bail emphytéotique fait à Québec, le vingt avril 1897, devant le notaire Ls. Leclerc, par Elzéar Laforce à Dame Georges Roy, enregistré dans le bureau d'enregistrement à Québec, sous le No 98908, d'un lot de terrain désigné par le lot No six (6), de la subdivision du lot No 555-6 (cinq cent cinquante-cinq-six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, situé au côté nord de la rue Saint-Joseph, de soixante pieds de front sur quarante et un pieds et six pouces de profondeur—avec une bâtisse à deux étages, élevée sur arches et colonnes de quinze pieds de hauteur au-dessus du niveau de la rue et à dorze pieds d'arche en arche, avec une lisière de terrain de cinq pieds de largeur sur toute la profondeur de la bâtisse, étant un terrain situé sur la rue Saint-Joseph, circonstances et dépendances : sujet à une rente emphytéotique de \$90 00 par année, payable en deux versements égaux semestriels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif,

Québec, 18 septembre 1913.

3689

[Première publication, 20 septembre 1913.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { JOSEPH E. SAVARY, No 892.

cultivateur, de Saint-Raymond; contre PIERRE PEPIN, de Québec, et ELZÉAR PEPIN, de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No 8 (huit), de la subdivision du lot officiel No 549 (cinq cent quarante-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, étant un emplacement situé au premier rang de la partie nord-est de la seigneurie de Bourg-Louis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.

CLEOPHAS BLOUIN,

Shérif.

Bureau du shérif,

Québec, 28 août 1913.

3453-2

[Première publication, 30 août 1913.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court—Québec.

Québec, to wit ; { CHARLES SIMARD, of the No. 1581.

against ERNEST CARON, of the town of Lévis, manager, now of the city of Montreal, to wit :

The remainder up till the twenty ninth September, 1929, of an emphyteutic lease executed at Québec, on the twentieth April, 1897, before Ls. Leclerc, notary, from Elzéar Laforce to Dame Georges Roy, and registered in the registry office, at Québec, under the No. 98908, of a lot of land designated under the number six (6) of the subdivision of lot No. 555-6 (five hundred and fifty-five-six), of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Québec, situate on the north side of Saint Joseph street, measuring sixty feet in front by forty one feet six inches in depth—with a two story building elevated on arches and pillars fifteen feet in height above the level of the street, and twelve feet apart, with a strip of land of five feet in width for the whole of the depth of the building, being a lot of land situate on the north side of Saint Joseph street, circumstances and dependencies subject to an emphyteutic annual rent of \$90.00, payable in two semi annual instalments.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Québec, 18th September, 1913.

3690

[First published, 20th September, 1913.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : { JOSEPH E. SAVARY, No. 892.

{ farmer, of Saint Raymond; against PIERRE PEPIN, of Québec, and ELZÉAR PEPIN, of parts unknown, to wit :

The lot No. 8 (eight), of the subdivision of lot official No. 549 (five hundred and forty nine), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, being an emplacement situate on the first range of the north east part of the seigniorie of Bourg-Louis—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, on the THIRD day of OCTOBER next, at TWELVE o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Québec, 28th August, 1913.

3454

[First published, 30th August, 1913.]

Ventes par le Shérif—Roberval

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

MANDAT DU CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cœur Supérieure.

Province de Québec, { CHAS. ALFRED SYL-District de Roberval. VESTRE, curateur, No 86.

et C. J. SYLVESTRE, créancier réquerant cession, Demandeur; contre HORACE I. DUMAIS, Failli, de la ville de Roberval, Défendeur, à savoir :

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, { CHAS. ALFRED SYL-District of Roberval. VESTRE, curator, and No. 86.

{ C. J. SYLVESTRE, creditor petitioner for assignment, Plaintiff; against HORACE I. DUMAIS, insolvent, of the town of Roberval, Defendant, to wit :

1° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-quatorze (74), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Roberval—avec bâtiments dessus érigés, circonstances et dépendances ;

2° Le lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro cinquante-six-A (56-A), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Roberval : aussi les lots de terre ou emplacements connus et désignés sous les numéros cent quatre-vingt quatorze (194) et cent quatre-vingt-quinze (195), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval, sauf à distraire du dit lot numéro 194, les droits appartenant à la compagnie de téléphone de Roberval—le tout sera vendu avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église paroissiale de Roberval, MERCREDI, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 26 août 1913. 3445-2
[Première publication, 30 août 1913].

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, savoir : } **GIDDINGS LIMITED,**
No 694.

} **G** corps politique et incorporé, ayant son siège et principale place d'affaires dans la ville de Granby, dans le district de Bedford, Demanderesse ; contre la compagnie "HATLEY DAIRY LIGHT AND POWER COMPANY, LIMITED", corps politique et incorporé, ayant son siège et principale place d'affaires dans le canton Hatley, district de Saint-François, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir :

1° Le résidu du lot numéro soixante-quinze (No 75), du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Hatley, dans le district de Saint-François, après y avoir déduit et réservé cette partie du dit lot désignée comme suit : toute cette partie du dit lot qui se trouve entre le ruisseau situé sur la ligne nord et est de cette partie de lot et le terrain de Mlle Mirriam Weston, et la ligne est du lot du cadastre numéro soixante et onze (No 71) ; bornée au nord et à l'est par le dit ruisseau, au sud par le lot du cadastre numéro soixante-neuf (No 69), et à l'ouest par le dit lot du cadastre numéro soixante et onze (No 71), le dit résidu étant borné à l'ouest par le lot numéro soixante-douze (No 72), au nord par le lot numéro soixante-quatorze (No 74), à l'est par le numéro soixante-seize (No 76), et au sud par le dit ruisseau, avec en plus un droit de passage en voiture longeant la ligne sud des dits lots du cadastre numéro soixante-onze et soixante-quinze (No 71 et 75), et la ligne nord du lot du cadastre numéro soixante et dix (No 70).

2° Le coin sud-ouest du lot du cadastre numéro soixante-seize (No 76), du premier rang du canton Hatley ; borné et désigné comme suit : commençant à point faisant le coin sud est du morceau de terre connu sous le nom de lot du cimetière méthodiste et le coin nord-est du morceau de terre connu sous le nom de "Lot de Hébert F. Pope", de là, dans la direction de l'est en ligne avec la ligne

1. The lot of land known and designated under the number seventy four (74), of the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Roberval—with buildings erected thereon—circumstances and dependencies ;

2. The lot of land or emplacement known and designated under the number fifty six A (56 A), of the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Roberval : also the lots of land or emplacements known and designated under the numbers one hundred and ninety four (194) and one hundred and ninety five (195), of the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Roberval, save and except from the said lot number 194, the rights belonging to the "Compagnie de Téléphone de Roberval",—the whole to be sold with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold separately at the parochial church door of Roberval, WEDNESDAY, the FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 26th August, 1913. 3446
[First published, 30th August, 1913.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **GIDDINGS LIMITED,**
No 694.

} **G** a body politic and corporate, having its principal office and place of business at the town of Granby, in the district of Bedford, Plaintiff ; against, the "HATLEY DAIRY, LIGHT & POWER COMPANY LIMITED", a body politic and corporate duly incorporated, having its principal office and place of business in the township of Hatley, in the district of Saint Francis, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

1. The residue of lot number seventy-five (No. 75), in the first range, upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, after deduction and reserving therefrom that portion of said lot described as follows : all that part of said lot laying between the brook on the northerly and easterly line of said part of lot and the land of Miss Mirriam Weston, and the easterly end line of cadastral lot number seventy one (No. 71), bounded northerly and easterly by the said brook ; southerly by cadastral lot number sixty nine (No 69), and westerly by said cadastral lot number seventy one (No. 71) the said residue being bounded to the west by lot number seventy two (No. 72), to the north by lot number seventy four (No. 74), to the east by lot number seventy six (No 76), and to the south by said brook, together with a right of way for a carriage road along the southerly line of said cadastral lots numbers seventy one and seventy five (Nos 71 and 75), and the northerly line of cadastral lot number seventy No. 70).

2. The south-west corner of cadastral lot number seventy six (No. 76), in said first range of the township of Hatley ; bounded and described as follows : commencing at a point forming the south easterly corner of the parcel of land known as the Methodist cemetery lot, and the north easterly corner of the parcel of land now known as the Hébert F. Pope, lot : thence, easterly in line with the division

de séparation entre le dit lot de Hebert F. Pope et le dit cimetière méthodiste, cinquante-sept pieds (57 pds), jusqu'à un poteau, de là, vers le sud parallèle à la ligne est du dit lot de Hebert F. Pope, pour une distance d'environ cent trente-trois pieds et demi, plus ou moins, jusqu'à la ligne nord du terrain de feu George Weston ou représentants légaux; de là, vers l'ouest longeant la dite ligne nord du terrain de feu George Weston, cinquante-sept sept pieds (57 pds) jusqu'au coin sud-est du dit lot de Pope; de là, vers le nord longeant la ligne est du dit lot de Pope, cent trente-trois pieds et demi, plus ou moins, jusqu'au point de départ.

3° Une autre partie du dit lot du cadastre numéro soixante-seize (No 76), du premier rang du canton Hatley; borné et désigné comme suit: commençant à un point sur la ligne sud du dit lot soixante-seize (76), à une distance de cinquante-sept pieds (57 pieds), à l'est du coin sud-ouest du dit lot, et de là, dans la direction de l'est longeant la ligne sud du dit lot, vingt perches, de là, allant vers le nord parallèle à la ligne ouest du dit lot huit (8) perches; de là, vers l'ouest parallèle à la ligne ouest du dit lot huit perches jusqu'au point de départ et contenant en superficie une acre plus ou moins: sujet à la charge par la dite compagnie "Hatley Dairy Light & Power Company", ses successeurs et ayants-cause de clôturer et entretenir les côtés nord et est du dit morceau de terre à ses propres frais.

Le tout avec un moulin à scie, matériel, machines et outillages s'y rapportant, et autres bâties érigées et améliorations faites sur les dits morceaux de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid de Barnston, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain 1913, à DEUX heures de l'après-midi.

Les dits morceaux de terre pour être vendus en bloc, par ordre des juges de la cour supérieure.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 15 septembre 1913. 3649
[Première publication, 20 septembre 1913.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne } WALTER McVICAR,
Sainte-Scholastique. } Demandeur; vs
No 74. } JOHN A. DEWAR, De-
fendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le premier rang du canton de Harrington, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro dix-huit A (18 A), du dit canton de Harrington, et contenant environ cent arpents—avec les bâties y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 20 août 1913. 3419.2
[Première publication, 30 août 1913.]

line between the said Hebert F. Pope lot and the said Methodist cemetery lot, fifty seven feet (57 ft), to a post; thence, southerly parallel with the easterly line of said Hebert F. Pope lot, about one hundred and thirty three and one half feet, more or less, to the northerly line of the land of the late George Weston, or legal representatives; thence, westerly along the said northerly line of said Westons' land, fifty seven (57) feet, to the south easterly corner of said Pope; lot thence, northerly along the said easterly line of said Pope lot, one hundred and thirty three and one half feet, more or less, to the place of beginning.

3. Another part of said cadastral lot number seventy six (76), in the first range of Hatley; bounded and described as follows: commencing at a point on the southerly line of said lot seventy six (76), distant fifty seven feet (57ft), easterly from the south-westerly corner of said lot, and thence running easterly along the southerly line of said lot, twenty rods; thence, northerly parallel with the westerly line of said lot, eight rods (8); thence, westerly, parallel with the southerly line of said lot, twenty rods; and thence, southerly parallel with the westerly line of said lot eight rods, to the place of beginning and containing in superficies one acre, more or less, subject to the obligations on the part of the said "Hatley Dairy Light & Power Company", its successors and assigns, to fence and keep fenced the northerly and easterly sides of the said described parcel of land, at its own proper costs.

The whole with the saw-mill, plant machinery and apparatus connected therewith, and other buildings and improvements on said several parcels of land erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilfrid of Barnston, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, 1913, at TWO of the clock in the afternoon.

The said several parcels of land to be sold en bloc, by order of one of the judges of the superior court.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 15th September, 1913. 3650
[First published, 20th September, 1913.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

District of Terrebonne, } WALTER McVICAR,
Sainte-Scholastique. } Plaintiff; vs
No. 74. } A. DEWAR, Defendant.

A lot of land being and situate in the first range of the township of Harrington, district of Terrebonne, containing about one hundred arpents, known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Harrington, under the number eighteen A (18A)—with the buildings erected thereon.

To be sold at the registry office of the county of Terrebonne, in the town of Lachute, on the SECOND day of the month of OCTOBER at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte-Scholastique, 20th August, 1913. 3420
[First published, 30th August, 1913.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **IN RE HILAIRE**
No 288. **COURCHESNE**,

requérant cession ; contre **MAURICE BELAND**, débiteur cédant, et **J. Ovide Courchesne**, curateur.

Comme appartenant au débiteur cédant, savoir :

1° Un terrain ou emplacement situé en la ville de Nicolet, sur la rue Saint-Philippe, borné par le bout nord-est à la dite rue Saint-Philippe ; par le sud-ouest, à une distance d'environ quatre-vingt-neuf pieds de la dite rue, du côté nord partie au terrain ci-après désigné et partie du terrain appartenant au révérend Messire Pratte, et du côté sud, partie à Julien Courteau, et partie à Theod. Desilets ; le dit terrain ayant cinquante pieds de front sur la rue Saint-Philippe, sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pieds, le tout plus ou moins ; icelui terrain faisant partie nord du lot numéro trois cent trente-trois (333), du cadastre du comté de Nicolet, pour la ville de Nicolet—avec bâtisses dessus construites.

2° Un terrain ou emplacement situé au même lieu, sur la rue Saint-Philippe, contenant environ cinquante pieds de front sur soixante et douze pieds de profondeur ; borné par devant par la dite rue, par derrière au bout de la dite profondeur, et au révérend Messire Pratte, joignant au nord à la rue Panet, et du côté sud, au terrain ci-dessous désigné—avec les bâtisses dessus construites, icelui terrain faisant partie du lot de terre numéro trois cent trente-deux (332), du cadastre du comté de Nicolet pour la ville de Nicolet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le **VINGT ET UNIÈME** jour d'OCTOBRE prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 septembre 1913. 3691
[Première publication, 20 septembre 1913].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **DANS** une cause dans
No 199. **laquelle LOUIS**

TRÉPANIÉ, était Demandeur ; vs **THE BRITISH AMERICA ASSURANCE COMPANY LIMITED**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et un bureau d'affaires à Montréal, Défenderesse.

Comme appartenant au dit demandeur saisi, **Louis Trépanier**, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint Adelphe, dans le village, faisant partie du lot numéro sept cent vingt-deux (p. 722), du cadastre de la paroisse de Saint Stanislas, contenant cinquante pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur ; borné en front vers l'ouest au chemin public, en profondeur et du côté sud à Garneau Trudel, du côté nord par George Trépanier, le tout mesure anglaise.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le **VINGT-TROISIÈME** jour d'OCTOBRE prochain à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 12 septembre 1913. 3693
[Première publication, 20 septembre 1913.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **IN RE HILAIRE COUR**
No. 288. **CHESNE**, petitioner for

assignment ; against **MAURICE BELAND**, insolvent debtor, and **J. Ovide Courchesne**, curator.

As belonging to the insolvent debtor, to wit :

1. A lot or emplacement situate in the town of Nicolet, on Saint Philip street ; bounded on the north east end by the said Saint Philip street, on the south west at a distance of about eighty nine feet from the said street, on the north side partly by the lot belonging to the Reverend Mr. Pratte, and on the south side partly by Julien Courteau, and partly by Theod. Desilets, the said lot being fifty feet in front on Saint Philip street, by a depth of eighty nine feet, all more or less ; such lot forming the north part of lot number three hundred and thirty three (333), of the cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet—with the buildings thereon erected.

2. A lot or emplacement situate in the same place, on Saint Philip street, containing about fifty feet in front by seventy two feet in depth ; bounded in front by the said street, in the rear by the end of the said depth and by Reverend Mr. Pratte, on the north by Panet street, and on the south side by the lot hereabove designated—with the buildings thereon erected, the said lot forming part of lot number three hundred and thirty two (332), of the cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, on the **TWENTY FIRST** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 17th September, 1913. 3692
[First published, 20th September, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **IN** a cause in which
No. 199. **LOUIS TRÉPA-**

NIER, was Plaintiff ; vs **THE BRITISH AMERICA ASSURANCE COMPANY, LIMITED**, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and an office in Montreal, Defendant.

As belonging to the said Louis Trépanier, the Plaintiff seized, to wit :

An emplacement situate in the parish of Saint Adelphe, in the village, forming part of lot number seven hundred and twenty two (p. 722), of the cadastre of the parish of Saint Stanislas, containing fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth ; bounded in front towards the west by the public road, in depth and on the south side by Garneau Trudel, on the north side by Georges Trépanier, all english measurement.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the **TWENTY THIRD** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 12th September, 1913. 3694
[First published, 20th September, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : { **PHILIPPE ELISÉE**
No 437. { **PANNETON ET AL.**
Demandeurs ; contre **ALEXIS DUBE ET OMER**
DUBE, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dits défendeurs, savoir :
Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Marie du Cap de la Madeleine, sur le côté nord-est de la route à Rocheleau, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent six (p. 406), du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Marie du Cap de la Madeleine ; borné comme suit : en front par la dite route à Rocheleau, en profondeur, au terrain de Valère Thibeault, d'un côté vers le nord, au terrain de Cyprien Lacroix ; et de l'autre côté vers le sud, à celui appartenant à Valère Thibeault—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie du Cap de la Madeleine, le **PREMIER** jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

OHS. DUMOULIN,

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 27 août 1913.

Shérif
3449-2

[Première publication, 30 août 1913.]

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que "The Imperial Trust Company", de Montreal, P. Q., a été enregistré pour faire, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéi commis, depuis le premier jour de juillet 1913 jusqu'au trentième jour de juin 1914.

Donné conformément à la loi 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, ce seizième jour de septembre 1913.

H. T. MACHIN

Assistant trésorier de la province.

Département du Trésor, Québec.

3647

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. John M. Campbell, comptable, James C. Pool, agent d'immeuble, Eugène R. Angers, avocat, J. Salluste Lavery, agent, et W. A. Handfield, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de constructeurs et d'entrepreneurs et construire, bâtir et ériger des maisons ou édifices de toutes descriptions, et tous travaux ou édifices publics ou privés soit pour le compte de la compagnie ou par contrat pour toutes personnes, sociétés, associations ou corporations ;

Exercer toutes ou aucune des industries suivantes, savoir : l'industrie de charpentiers, d'ébénistes, de manufacturiers, agents et commerçants de briques, tuiles, drains et autres tuyaux, terra-cotta, pierre, sable, ciment, chaux, poil, bois de charpente, peinture et de tout ce qui est nécessaire pour la construction en général, la décoration et l'ameublement ;

Acquérir et prendre à bail tout terrain ou édifice, intérêt en ceux ou droit s'y rapportant, et les administrer, améliorer, développer et les

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : { **PHILIPPE ELISÉE**
No. 437. { **PANNETON ET**
AL. Plaintiffs ; vs **ALEXIS DUBE AND OMER**
DUBE, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the said defendants, to wit :
An emplacement situate in the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine, on the north east side of the Route à Rocheleau, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, the whole english measurements, forming part of the lot of land known and designated under the number four hundred and six (406), of the official registry cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine ; bounded as follows : in front by the said "Route à Rocheleau", in depth by the land of Valère Thibeault, on one side to the north by the land of Cyprien Lacroix, and on the other side to the south by the land of Valère Thibeault—with the house erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine, on the **FIRST** day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office.

Three Rivers, 27th August, 1913.

Sheriff.

3450

[First published, 30th August, 1913.]

Government Notices

Notice is hereby given that "The Imperial Trust Company", of Montreal, Que., has been registered to transact in this province, the business of a trust company, from the first day of July, 1913 to the thirtieth day of June, 1914.

Given pursuant to the act 3 George V, chap. 44, art. 7096 y, this sixteenth day of September, 1913.

H. T. MACHIN,

Assistant Provincial Treasurer.

Treasury Department, Quebec.

3648

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1913, incorporating Messrs. John M. Campbell, accountant, James C. Pool, real estate agent, Eugène R. Angers, advocate, J. Salluste Lavery, agent, and W. A. Handfield, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of builders and contractors, and to construct, build and erect any houses or buildings of any description, and any public or private works and buildings, whether on the company's own account or under any contract with other persons, firms, partnerships, or corporations ;

To carry on all or any of the following businesses, viz : carpenters, joiners, manufacturers of agents for, and dealers in bricks, tiles, drain and other pipes, terra cotta, stone, sand, cement, lime, hair, timber, paint, and general building, decorating and furnishing requisites ;

To acquire or take on lease any land or buildings in interest therein, or rights thereto, and to manage, improve, develop and turn the same

mettre à profit selon qu'il sera jugé à propos, particulièrement par la préparation d'emplacements pour édifices et par la construction, reconstruction, réparation, amélioration, décoration, l'ameublement et l'entretien de maisons, manufactures, édifices, usines, et autres accommodations de toutes sortes, ou en consolidant, joignant ou subdivisant des propriétés et les louant et en disposant autrement, au comptant ou à terme ou autrement, et en traçant des chemins et carrés ;

Développer et aider au développement de tous terrains, et à cette fin faire des avances et donner des garanties, et en général faire toutes conventions jugées convenables ;

Acquérir, travailler, développer, admettre à profit des carrières, briqueteries, sablières et autres propriétés jugées convenables aux fins de la compagnie, et vendre ou manufacturer les produits d'iceux et s'en servir, et aussi acquérir, travailler et développer tous bois de charpente, limites à bois et produits d'icelles jugées à propos ;

Acquérir, acheter, louer des bateaux ou barges de toutes sortes, et bâtir, acquérir, acheter ou louer des voies d'évitement, gares, matériel ou autres choses de même nature pour les fins de la compagnie ;

S'amalgamer, assumer, acquérir, louer ou vendre ou acheter l'actif de toute personne, société ou corporation faisant un commerce semblable, et le payer en actions, parts de la compagnie ou autres considérations valables ;

Émettre des obligations et débetures et les garantir par l'actif de la compagnie et émettre des actions privilégiées et les annuler, changer ou annuler ;

Faire toutes ou aucune des choses qui peuvent être nécessaires ou utiles aux intérêts de la compagnie dans la conduite de ses affaires, sous le nom de "Builders Supplies Limited", avec un capital actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD.

3663

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de septembre 1913, constituant en corporation MM. Richard Tuson Heneker, conseil en loi du Roi, Walter Seely Johnson et Edward James Waterston, avocats, Hugh Wylie, comptable, Mabel Hyndman, sténographe, de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, louer, ou acquérir autrement et posséder des immeubles, vendre, louer, céder, échanger la totalité ou toute partie des dits immeubles, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, mettre à profit, améliorer et tracer toutes telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement et particulièrement en construisant, changeant, démolissant, déco-

to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining houses, factories, buildings, works and conveniences of all kinds, by consolidating, connecting or subdividing properties, and leasing or otherwise disposing of the same, whether for cash and terms or otherwise, and by laying out roads and open spaces ;

To develop and assist in developing any landed property, and for that purpose to make advances and to enter into guarantees, and generally, to make such arrangements as may be deemed expedient ;

To acquire, work, develop, and turn to account any quarries, brick yards, gravel pits, and other property convenient for the purposes of the company, and to use, sell or manufacture the products thereof as well as to acquire, work and develop all timber or timber limits or products thereof that may be deemed expedient ;

To acquire, purchase, lease, boats or barges of all kinds for the purposes of the company and for same to build, acquire, purchase or lease railway sidings, stations, plant or other things of a like nature ;

To amalgamate, take over, purchase, lease or sell or buy the assets of any person, firm or corporation carrying on a similar business, and to pay therefore in stock shares of the company or other valuable consideration.

To issue bonds and debentures and secure same by guarantee on the assets of the company and to issue preference stock and the same to rescind or vary or cancel ;

To do all and any things that may be necessary or conducive to the interest of the company in carrying its above purposes, under the name of "Builders Supplies Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

3664

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1913, incorporating Messrs. Richard Tuson Heneker, King's Counsel, Walter Seely Johnson and Edward James Waterston, advocates, Hugh Wylie, accountant, Mabel Hyndman, stenographer, of Montreal, for the following purposes :

To purchase, lease, or otherwise acquire and to own real estate, to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, turn to account, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise and in particular by constructing, altering, pulling down, decora-

rant, entretenant, fournissant, meublant et améliorant toutes sortes de bâtisses pour toutes fins ;

Agir comme agents ou procureurs pour vendre des propriétés, placer, administrer, prêter, payer, transmettre, et percevoir des deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations et autres valeurs, et faire des enquêtes, évaluations, ventes, échanges, baux, subdivisions, et autres choses semblables, et en général exercer l'industrie d'agents d'immeubles, à commission ou autrement ;

Prendre et détenir des hypothèques, garanties ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, franchises, biens, droits ou obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie et les payer en tout ou en partie avec le stock acquitté et non sujet à appel de la compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir leurs contrats, soit avec ou sans garantie, et leurs prêter de l'argent, ou aider autrement toute telles personne ou compagnie entreprenant la construction ou l'amélioration de toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et en général à telles personnes ou compagnies et aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis, sur telles garanties et de telles manières qui pourront être déterminées de temps en temps ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs ou procureurs ;

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition d'aucun des susdits objets, sous le nom de "Robinson, Richardson & Chambers, Limited", avec un capital-actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de septembre 1913.

C. J. SIMARD,

3687

Sous-secrétaire de la province.

ting, maintaining, furnishing, fitting up and improving all kinds of buildings for any purposes ;

To act as agents or attorneys for the sale of property, the investment, handling, loan payment, transmission and collection of moneys rents, interest, dividends mortgages, bonds and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like, and generally to carry on the business of real estate agents, on commission or otherwise ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay for same or part thereof with fully paid up and non-assessable stock of the company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any such person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular to tenants, builders and contractors ;

To take or otherwise acquired and to hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities, and in such manner as may from time to time be determined ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Robinson, Richardson & Chambers, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of September, 1913.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

3688

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGEЛИER.

[L. S.]

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Procureur Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot, uméroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle fait conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle dési-

Proclamation

Canada.
Province of
Quebec.

F. LANGEЛИER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Attorney General.

WHEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing such places and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of and shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such design-

gnation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro le lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation des Mines et Pêcheries, a fait préparer, sous sa direction, un plan du canton Leverrier.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en ic eux, le quels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; et attendu qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de l'Islet,

the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the governor in council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, as soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of such plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to such plan and book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or deeds whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence a plan of the township of Leverrier.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of

et re te ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; et attendu qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent :

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le vingtième jour du mois de septembre courant, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de l'Islet, relativement au canton Laverrier, faisant partie de la dite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit vingtième jour du mois de septembre courant, les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de l'Islet, relativement au canton Laverrier.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de l'Islet, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit vingtième jour du mois de septembre courant, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELE, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent treize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

3695

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte "1 Ed. VII, ch. 44, des Statuts de 1901", concernant les matières et choses suivantes, savoir :

Le pouvoir d'annexer de nouveaux territoires ; la fixation du terme de la charge du maire et les échevins ; la nomination et les fonctions du président d'élection ; la préparation, l'examen et la correction de la liste des électeurs municipaux ; la nomination des candidats aux charges municipales et la forme du bulletin de leur présentation ; la nomination et le remplacement des officiers d'élections ; la conservation des documents d'élections ; les avis municipaux ; la prestation du serment des officiers du conseil ; la nomination d'évaluateur ; le mode de confection et correction du rôle d'évaluation ainsi que la manière d'y faire certains changements

the county of L'Islet, and there remains open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto :

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the twentieth day of the month of September instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of L'Islet, relating to the township of Laverrier, forming part of the said registration division :

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said twentieth day of the month of September instant, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the registration division of the county of L'Islet, relating to the cadastre of the township of Laverrier.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division to renew the same within the period of two years after the said twentieth day of the month of September instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said civil code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELE, Knight, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

3696

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the amending of its charter "1 Ed. VII, ch. 44, Statutes of 1901", respecting the following matters and objects, to wit :

The power of annexing new territories ; the limitation of the term of office of the mayor and aldermen ; the appointment and duties of the president of election ; the preparation, revising and correction of the list of municipal electors ; the nomination of the candidate for municipal offices and the form of nomination-paper ; the appointment and replacing of election officers ; the conservation of election papers, municipal notices ; the taking of the oath of municipal officers ; the appointment of assessors ; the mode of making and correction of the valuation roll ; and also the manner of making certain changes thereto while in force ; the voting

pendant qu'il est en vigueur ; le vote des appropriations annuel des deniers et le mode de les dépenser ; l'aqueduc et les taux de l'eau ; la taxe de locataire ; les délais d'assemblées des commissaires d'écoles ; la ratification d'un règlement autorisant un prêt pour aider à la construction d'un hôtel ; l'imposition de taxes et le pouvoir d'accorder des permis et licences pour l'exercice de professions, arts, métiers, commerce ou industrie ou d'un genre de travail quelconque, pour les habitants de la cité et les étrangers ; la perception de taxes ou licences ; l'adoption et la mise en vigueur des règlements municipaux concernant la confection, la confirmation et le dépôt de plans de la cité ; la limite d'emprunt et le fonds d'amortissement ; l'autorisation de construire et exploiter un chemin de fer électrique, un système d'éclairage et de chauffage au gaz et à l'électricité, et dans ce but acheter du pouvoir d'eau et d'exproprier pour ces fins ; l'aide à différentes associations ; le pouvoir de diviser des hypothèques consenties en faveur de la corporation sur différents immeubles, en proportion de leur valeur.

ARTHUR BELIVEAU,

Greffier de la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 16 septembre 1913. 3681

of annual appropriation of monies and the manner of expending same ; the water-works and water-rates, tenants, taxes ; the dates of the meetings of school commissioners ; the ratification of a by-law authorizing a loan for assisting in the building of an hotel ; the levying of taxes and the power of granting permits or licenses ; for the carrying on of any profession, arts, trades, business or manufactures or any other calling whatsoever by the inhabitants of the city or by strangers ; the collection of taxes or licenses ; the passing and putting into force of municipal by-laws respecting the making, confirmation and deposit of city plans ; the limit of loan and sinking fund ; the authorization to construct and exploit and electric railway, a system of lighting and heating by gas or electricity, and to purchase water powers and to expropriate for such purposes ; the assisting of different associations ; the power to divide hypothecs executed in favor of the corporation on different immovables according to their value.

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk of the city of Three Rivers.

Three Rivers, 16th September, 1913. 3682

Avi- Divers

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été prise, ce jour, devant la cour supérieure, du district de Beauce, sous le No 1363, par Dame Adèle Bouchard contre Joseph Asselin, commerçant, de Beauce Junction, paroisse de l'Enfant Jésus.

S. C. RIOU,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 27 août 1913. 3697

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that an action for separation as to property has, this day, been taken before the superior court, of the district of Beauce, under the No. 1363, by Dame Adèle Bouchard, against Joseph Asselin, trader, of Beauce Junction, parish of l'Enfant Jésus.

S. C. RIOU,

Attorney for plain tiff.

Saint Joseph, Beauce, 27th August, 1913. 3698

Index de la Gazette Officielle de Québec No 38.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Baillargé vs Bacon.....	1929
" Bouchard vs Asselin.....	1950
" Dinguerard vs Marmion.....	1930
" Fillion vs Noël.....	1932
" Fredin vs Rudnicoff.....	1929
" Goldberg vs Capolovitch.....	1930
" Hunt vs Willard.....	1931
" Kossner vs Miller.....	1931
" Laliberté vs Guibond.....	1932

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
Arcand vs Defayette, 1932 ; Cousineau vs Labelle, 1930 ; Frégeau vs Ménard, 1931 ; Labelle vs Cardinal, 1931 ; Tremblay vs Cadin dit Deslauriers alias Godin, 1930.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1915.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—La Provoyance, 1917 ; Mount Sinai Sanatorium, 1925 ; The Church of England Female Orphan Asylum, 1924 ; The Imperial Trust Coy, 1944 ; The Montreal Day Nursery, 1924.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1926 ; Conseil législatif, 1925.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—James Edgar, incorp., 1917.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Auguste Bourbeau et autres—and others.....	1934
Corporation de la cité de Trois-Rivières—Corporation of the city of Three Rivers.....	1949
Corporation de Victoriaville—Corporation of Victoriaville.....	1933
La Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont—The Fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont.....	1933
Loi concernant la succession du feu John Pratt	

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Asselin.....	1936
Brown.....	1936
Emblem & Cie—& Co.....	1936
Imperial Hat Manufacturing Co.....	1935

LETRES PATENTES :—

Builders Supply Ltd.....	1944
Cie Ferme de Bêtes à Fourrure ltée.....	1924
La Cie Dorval et Ponsot.....	1921
La Cie Hydraulique Electrique de Levrard, ltée.....	1922
La Cie Théâtrale de Sorel.....	1922
La Fonderie Mont-Laurier.....	1921

LETRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—Frisco Soda Water Coy, 1922.

LIQUIDATION :—The Standard Cement Coy, 1937.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lalonde vs Raymond.....	1931
" Lapointe vs Brassard.....	1929
" Leroux vs Pharand, sr.....	1929
" Lessari vs Lessard.....	1899
" Levin vs Star.....	1930
" Paré vs Lessard.....	1931
" Renaud vs Gariépy.....	1932
" Senecal vs Malo.....	1930
" Vallières vs Moorham.....	1929

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BODY AND ESTATE :—
Arcand vs Defayette, 1932 ; Cousineau vs Labelle, 1930 ; Frégeau vs Ménard, 1931 ; Labelle vs Cardinal, 1931 ; Tremblay vs Cadin dit Deslauriers alias Godin, 1930.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc., 1915.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :—La Prévoyance, 1917 ; Mount Sinai Sanatorium, 1925 ; The Church of England Female Orphan Asylum, 1924 ; The Imperial Trust Coy, 1944 ; The Montreal Day Nursery, 1924.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1928 ; Legislative Council, 1925.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—James Edgar, incorp., 1917.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—

—Act respecting the estate of the late John Pratt.....	1933
Municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay—Municipality of Saint Joachim of Châteauguay.....	1932
Municipalité scolaire de la Côte des Neiges—School municipality of La Côte des Neiges.....	1932
The Brome Public Building.....	1935

FAILLIS —INSOLVENTS

Lafleur (Dme).....	1936
Shew.....	1933
The Union Clothing Co.....	1935
Wilson.....	1936

LETTERS PATENT :—

Longueuil East Land Coy, Ltd.....	1923
Pointe-aux-Trembles Land Coy.....	1918
Robinson, Richardson & Chambers, Ltd.....	1943
The Megantic Broom Manufacturing Coy.....	1917
The Queen Skirt & Cloak Coy.....	1919
The Victor Lumber Coy.....	1918

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Frisco Soda Water Coy, 1883.

LIQUIDATION :—The Standard Cement Coy, 1937.

NOMINATIONS —

Commissaires d'écoles :—Municipalité de Saint-Blaise, 1915.

Conseillers municipaux :—MM. Pierre David, 1916 ; D. C. Morin, 1916 ; Willie Scholz, 1916 ; J. Bte Lefebvre, 1916 ; Wm Larocque, 1916.

Juges de paix :—District Montréal, 1916 ; Terrebonne, 1916 ; Arthabaska, 1916.

Estimateurs :—MM. Pierre Cyr, 1916 ; Honoré Caissy et Honoré Boudreau, 1916.

NOTAIRES. MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT :—Mtre Moïse Longtin, 1925.

PROCLAMATIONS :—Comté de L'Islet au canton Leverrier, 1947 ; Convocation des Chambres, 1916.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA :—Beauregard vs Lupin, 1937 ; Talbot vs Beaudoin, 1937 ; Talrie vs héritiers Canning, 1937.

MONTMAGNY :—Delle Jean vs Dme Caron, 1938.

OTTAWA :—McCarthy vs The City of Hull, 1939 ; The Gould Shapely & Muir Co. Ltd vs Fournier, 1939.

QUÉBEC :—Savary vs Papin, 1940 ; Simard vs Caron, 1940.

ROBERVAL :—Sylvestre & Sylvestre vs Dumais, 1940.

SAINT-FRANÇOIS :—Giddings Ltd vs Hatley Dairy, Light Power Coy, 1941.

TERREBONNE :—McVicar vs Dewar, 1942.

THREE RIVERS :—Courchesne vs Béland, 1943 ; Panneton vs Dubé & Dubé, 1944 ; Trépanier vs The British America Assurance Coy, Ltd, 1943.

APPOINTMENTS :—

School commissioners :— Municipality of Saint-Blaise, 1915.

Municipal councillors :— Messrs Pierre David, 1916 ; D. C. Morin, 1916 ; Willie Scholz, 1916 ; J. Bte Lefebvre, 1916 ; Wm Larocque, 1916.

Justices of the peace :— District of Montreal, 1916 ; Terrebonne, 1916 ; Arthabaska, 1916.

Valuators :— Messrs Pierre Cyr, 1916 ; Honoré Caissy and Honoré Boudreau, 1916.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— Mtre M. Moïse Longtin, 1925

PROCLAMATIONS :— County of L'Islet of the township of Leverrier, 1947 ; Parliament convoked, 1916

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :— Beauregard vs Lupin, 1937 ; Talbot vs Beaudoin, 1937 ; Talrai vs heirs Canning, 1937.

MONTMAGNY :—Delle Jean vs Dme Caron, 1938.

OTTAWA :—McCarthy vs The City of Hull, 1939 ; The Gould Shapely & Muir Co. Ltd vs Fournier, 1939.

QUÉBEC :—Savary vs Papin, 1940 ; Simard vs Caron, 1940.

ROBERVAL :—Sylvestre & Sylvestre vs Dumais, 1940.

SAINT FRANCIS :—Giddings Ltd vs Hatley Dairy, Light & Power Coy, 1941.

TERREBONNE :—McVicar vs Dewar, 1942.

THREE RIVERS :— Courchesne vs Béland, 1943 ; Panneton vs Dubé & Dubé, 1944 ; Trépanier vs The British America Assurance Coy, Ltd, 1943.